

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Band: 99 (1981)
Heft: 259

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



A.Z.
3000 BERN I

SCHWEIZERISCHE
LANDESBIBLIOTHEK
3003 BERN

3003

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce

Foglio ufficiale svizzero di commercio

Redaktion: Effingerstr. 3, Postfach 2170, 3001 Bern ☎ 031 61 22 21
 Preise: Kalenderjahr Fr. 44.-, halbj. Fr. 27.-, Ausland Fr. 55.- jährlich
 Inserate: Publicitas ☎ 031 65 11 11, pro mm 51 Rp., Ausland 57 Rp.
 Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen

Rédaction: Effingerstr. 3, case postale 2170, 3001 Berne ☎ 031 61 22 21
 Prix: Année civile 44 fr., un semestre 27 fr., étranger 55 fr. par an
 Insertions: Publicitas ☎ 031 65 11 11, le mm 51 cts, étranger 57 cts
 Paraît tous les jours, les dimanches et jours de fêtes exceptés

No 259 - 3505

Bern, Samstag, 7. November 1981
 Berne, samedi, 7 novembre 1981

99. Jahrgang
 99e année

No 259 - 7. 11. 1981

Inhalt - Sommaire - Sommario

Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge - Faillites et concordats - Fallimenti e concordati

Handelsregister (Stiftungen) - Registre du commerce (fondations) - Registro di commercio (fondazioni)

Kantone - Cantons - Cantoni

Zürich, Bern, Luzern, Glarus, Zug, Fribourg, Solothurn, Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Schaffhausen, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Ticino, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève.

Fabrik- und Handelsmarken - Marques de fabrique et de commerce - Marchi di fabbrica e di commercio 311089-311124

Bilanzen - Bilans - Bilanci

Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse - Faillites - Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen bis spätestens Dienstag 12 Uhr bzw. Donnerstag 12 Uhr, beim Schweizerischen Handelsamtsblatt, Postfach 2170, 3001 Bern, eintreffen.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir à la Feuille officielle suisse du commerce, case postale 2170, 3001 Bern, le mardi et le jeudi jusqu'à 12 heures au plus tard.

Konkurseeröffnungen

(SehKG 231, 232; VZG vom 23. April 1920, Art. 29 und 123)

Die Gläubiger der Gesamtschuldner und alle Personen, die auf in Händen eines Gesamtschuldners befindliche Vermögensstücke Anspruch machen, werden aufgefordert, binnen der Eingabefrist ihre Forderungen oder Ansprüche unter Einlegung der Beweismittel (Schuldseheine, Buchauszüge usw.) in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift dem betreffenden Konkursamt einzugeben. Mit der Eröffnung des Konkurses hört gegenüber dem Gesamtschuldner der Zinsenlauf für alle Forderungen, mit Ausnahme der pfandversicherten, auf (SehKG 209).

Die Grundpfandgläubiger haben ihre Forderungen in Kapital, Zinsen und Kosten zerlegt anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig oder gekündigt sei, allfällige für welchen Betrag und auf welchen Termin.

Die Inhaber von Dienstbarkeiten, welche unter dem früheren kantonalen Recht ohne Eintragung in die öffentlichen Bücher entstanden und noch nicht eingetragen sind, werden aufgefordert, diese Rechte unter Einlegung allfälliger Beweismittel in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift binnen 20 Tagen beim Konkursamt einzugeben. Die nicht angemeldeten Dienstbarkeiten können gegenüber einem gutgläubigen Erwerber des belasteten Grundstückes nicht mehr geltend gemacht werden, soweit es sich nicht um Rechte handelt, die auch nach dem Zivilgesetzbuch ohne Eintragung in das Grundbuch dinglich wirksam sind.

Desgleichen haben die Schuldner der Gesamtschuldner sich binnen der Eingabefrist als solche anzumelden bei Straffolgen im Unterlassungsfalle.

Wer Sachen eines Gesamtschuldners als Pfandgläubiger oder aus andern Gründen besitzt, hat sie ohne Nachteil für sein Vorzugsrecht binnen der Eingabefrist dem Konkursamt zur Verfügung zu stellen bei Straffolgen im Unterlassungsfalle; im Falle ungerechtfertigter Unterlassung erlischt zudem das Vorzugsrecht.

Die Pfandgläubiger sowie Drittpersonen, denen Pfandtitel auf den Liegenschaften des Gesamtschuldners weiterverpfändet worden sind, haben die Pfandtitel und Pfandverschreibungen innerhalb der gleichen Frist dem Konkursamt einzureichen.

Den Gläubigerversammlungen können auch Mitschuldner und Bürgen des Gesamtschuldners sowie Gewährspflichtige beiwohnen.

Ouvertures de faillites

(LP 231, 232; ORI du 23 avril 1920, art. 29 et 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (LP 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Kt. Zürich

(3830^a)

Gemeinschuldnerin: **Oswald Lonja**, geb. 26. Februar 1944, von Wallisellen ZH, Serviertochter, Reinhold Frei-Strasse 23, 8049 Zürich.
 Eigentümerin folgender Liegenschaft in Ebnat-Kappel SG:
 Parzelle Nr. 2087: Wohnhaus mit Wirtschaft, Vers. Nr. 2111, mit 432 m² Gebäudegrundfläche, Hofraum und Garten.
 Datum der Konkursöffnung: 1. Oktober 1981.
 Summarisches Verfahren gemäss Art. 231 SehKG.
 Eingabefrist: bis 27. November 1981.

8049 Zürich, den 30. Oktober 1981

Konkursamt Höngg-Zürich:
 W. Kunz, Notar-Stellvertreter

Kt. Zürich

(3857)

Gemeinschuldner: **Busslinger-Gerster Walter**, geboren 10. April 1944, von Baden AG, Weininger-Strasse 48, 8103 Untereggstrungen, Inhaber der Schnellwäscherei, Badenerstrasse 286, 8004 Zürich.
 Datum der Konkursöffnung: 2. Oktober 1981.
 Summarisches Verfahren gemäss Art. 231 SehKG.
 Eingabefrist: bis 27. November 1981.

8049 Zürich, den 3. November 1981

Konkursamt Höngg-Zürich:
 W. Kunz, Notar-Stellvertreter

Kt. Zürich

(3877)

Gemeinschuldnerin: **Hobby Electronic GmbH in Liquidation**, mit Sitz in 8450 Andelfingen, Steinmühle.
 Datum der Konkursöffnung: 5. Oktober 1981.
 Summarisches Verfahren, Art. 231 SehKG.
 Eingabefrist: bis 30. November 1981.

Die Konkursverwaltung gilt als ermächtigt, die beweglichen Sachen sofort freihändig zu verwerten, sofern nicht die Mehrheit der bekannten Gläubiger innert der Eingabefrist schriftlich beim Konkursamt Einsprache erhebt. Innert der gleichen Frist können die Gläubiger schriftliche Angebote für einen Kauf des Warenlagers einblenden.

Widerruf der Grossistenerklärungen: Die von der Gesamtschuldnerin abgegebenen Grossistenerklärungen (Nr. 863 555) werden hiermit widerrufen.

8450 Andelfingen, den 6. November 1981

Konkursamt Andelfingen:
 M. Zollinger, Notar-Stellvertreter

Kt. Bern

(3831)

Gemeinschuldner: **Amstad Ernst**, geb. 22. Juli 1942, Koch, Grauholzstrasse 78, 3063 Ittigen.
 Datum der Eröffnung: 13. Oktober 1981.
 Summarisches Verfahren gemäss Art. 231 SehKG.
 Eingabefrist: 27. November 1981.

3000 Bern, den 30. Oktober 1981

Konkursamt Bern

Kt. Bern

(3855)

Gemeinschuldner: **Wyler Paul**, 1919, von Grindelwald, Wirt und Zimmermeister, früher Hotel «Wildbach», Brienz, nun «Schweibenalp», 3855 Brienz.

Eigentümer folgender Liegenschaften:

Gemeinde Oberried (Ebligen): Grundbuchblätter Nrn. 1298, 1300, 1483.

Gemeinde Brienz: Grundbuchblätter Nrn. 279, 399, 437, 461, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030 («Schweibenalp»), sowie Nr. 649 («Wildbach»).

Datum der Konkursöffnung: 11. September 1981.

Erste Gläubigerversammlung: Mittwoch, den 18. November 1981, um 14.30 Uhr, im Hotel Stella in Interlaken.

Eingabefrist: 8. Dezember 1981.

3800 Interlaken, den 3. November 1981

Konkursamt Interlaken:
 H. Stähli

Kt. Bern

(3832)

Gemeinschuldnerin: **Firma Nidasonic, G. Weidmann & Co.**, Herstellung und Vertrieb von Ultraschall-Reinigungsapparaten und -anlagen usw., Schwadernausstrasse 29, 2558 Aegerter.

Datum der Konkursöffnung: 22. Oktober 1981.

Summarisches Verfahren.

Eingabefrist: bis 27. November 1981.

Die Konkursverwaltung beantragt den Gläubigern, die beweglichen Inventargegenstände sofort durch öffentliche Versteigerung oder Freihandverkauf zu verwerten.

Sofern nicht die Mehrheit der Gläubiger bis 27. November 1981 gegen diesen Antrag Einspruch erhebt, wird derselbe als angenommen betrachtet.

Den Gläubigern selbst ist Gelegenheit geboten, innert der gleichen Frist Kaufofferten schriftlich einzureichen.

Allfällige Eigentumsansprüche sind innert der nämlichen Frist geltend zu machen.

Sämtlichen Lieferanten, denen eine Grossistenerklärung unter der Grossisten-Nr. 297 158 zum steuerfreien Warenbezug im Sinne von Art. 14 Abs. 2 und 3 WUB (Dauer- oder Einzelerklärung) abgegeben wurde, wird hiermit angezeigt, dass diese als widerrufen gilt, bzw. ihre Gültigkeit verloren hat.

2560 Nidau, den 7. November 1981

Konkursamt Nidau:
 M. Bähler

Kt. Luzern

(3878)

Gemeinschuldner: **Weibel Beat**, geboren 13. Juli 1951, von Eih, Eisenleger, Hauptstrasse 9, Reussbühl, Gemeinde Littau.

Konkursöffnung: 27. Oktober 1981, zufolge Insolvenzerklärung.
 Eingabefrist: bis 25. November 1981.
 Der Konkurs wird im summarischen Verfahren durchgeführt, sofern nicht ein Gläubiger vor der Verteilung des Erlöses das ordentliche Verfahren verlangt und hierfür einen hinreichenden Kostenvorschuss leistet.

6000 Luzern, den 4. November 1981

Konkursamt Luzern-Land

- Kt. Schwyz** (3646)
 Gemeinschuldner: **Melliger Alfred Gustav**, geb. 25. September 1947, von Zürich und Buttwil, geschieden, Bootsbauer, selbständig, wohnhaft Seestrasse 83, 8806 Bäch, Gemeinde Freienbach.
 Datum der Konkurseröffnung: 30. September 1981.
 Summarisches Verfahren.
 Eingabefrist: 16. November 1981.
 Verwertung der Aktiven:
 Soweit bewegliche Sachen in die Konkursmasse fallen, erachtet sich die Konkursverwaltung als von den Gläubigern ermächtigt, freihändig Verwertung durchzuführen, sofern nicht die Mehrheit der bekannten Gläubiger innert zehn Tagen seit dieser Bekanntmachung schriftlich beim Konkursamt dagegen Einsprache erhebt. Innert der gleichen Frist können die Gläubiger schriftliche Kaufofferten für die beweglichen Sachen einreichen.
 8832 Wollerau, den 16. Oktober 1981
 Konkursamt Höfe
 Roosstrasse 3, 8832 Wollerau
- Kt. St. Gallen** (3880)
 Gemeinschuldner: **Brot Blasius**, Vonwilstrasse 15, 9000 St. Gallen (Teilhaber der Kollektivgesellschaft «Streule & Brots», Calapinlh 122, 9042 Speicher).
 Konkurseröffnung: 11. August 1981.
 Einstellungsverfügung: 6. Oktober 1981.
 Widerruf der Einstellungsverfügung: 29. Oktober 1981.
 Summarisches Verfahren gemäss Art. 231 SchKG.
 Eingabefrist für Forderungen (Wert 11. August 1981): bis 27. November 1981.
 9004 St. Gallen, den 3. November 1981
 Konkursamt des Kantons St. Gallen:
 Schlaepfer
- Kt. Aargau** (3886)
 Gemeinschuldner: **Huber Pius**, 1953, von Eggwil BE, Autoservicemänn, Poststrasse 162, 8957 Spreitenbach.
 Datum der Konkurseröffnung: 1. Oktober 1981 (Insolvenzklärung).
 Summarisches Verfahren gemäss Art. 231 SchKG.
 Eingabefrist: bis 27. November 1981.
 5400 Baden, den 2. November 1981
 Konkursamt Baden
- Kt. Aargau** (3863)
 Gemeinschuldner: **Schütz-Végh Traugott**, 1939, von Sumiswald BE, Innendekorateur, Mühleweg 51, Oberehrendingen, Geschäft: Zürcherstrasse 13, 5400 Baden.
 Datum der Konkurseröffnung: 1. Oktober 1981.
 Summarisches Verfahren gemäss Art. 231 SchKG.
 Eingabefrist: bis 27. November 1981.
 Sofern nicht die Mehrheit der bekannten Gläubiger schriftlich Einspruch beim Konkursamt Baden bis zum 17. November 1981 erhebt, gilt dieses als zur sofortigen freihändigen Verwertung der beweglichen Aktiven ermächtigt.
 Die, vom Gemeinschuldner unter Nr. 108 143 ausgestellten Grossstenerklärungen werden hiermit widerrufen.
 5400 Baden, den 2. November 1981
 Konkursamt Baden
- Kt. Obwalden** (3850)
 Konkursist: **Kaiser Werner**, 1950, Ifang, 6062 Wilen.
 Konkurseröffnung: 21. September 1981.
 Eingabefrist: bis zum 27. November 1981 beim Konkursamt Obwalden, 6078 Lungern.
 Art des Verfahrens: Summarisches Verfahren nach Art. 231 SchKG.
 6078 Lungern, den 2. November 1981
 Konkursamt Obwalden, 6078 Lungern
- Kt. St. Gallen** (3879)
 Gemeinschuldner: **Früh-Preis Hansueli**, kfm. Angestellter, geboren 18. Juli 1942, von Stein AR, wohnhaft Hinterberg 24, 9014 St. Gallen.
 Konkurseröffnung: 9. September 1981.
 Summarisches Verfahren gemäss Art. 231 SchKG.
 Eingabefrist für Forderungen (Wert 9. September 1981): bis 27. November 1981.
 9004 St. Gallen, den 3. November 1981
 Konkursamt des Kantons St. Gallen:
 Schlaepfer
- Kt. Glarus** (3881)
 Gemeinschuldnerin: **Robatex AG**, Landstrasse 44, 8750 Glarus.
 Datum der Konkurseröffnung: 21. August 1981.
 Summarisches Verfahren, Art. 231 SchKG.
 Eingabefrist: bis 30. November 1981.
 8750 Glarus, den 7. November 1981
 Konkursamt des Kantons Glarus
- Kt. St. Gallen** (3856)
 Vorläufige Konkurseröffnungsanzeige
 Gemeinschuldnerin: **Turnell-Kehrli Caroline**, geboren 1949, von Cazis GR, wohnhaft Speerstrasse 8, 9400 Rorschach.
 Datum der Konkurseröffnung: 28. September 1981.
 Die Art des Verfahrens und das Datum der Eingabefrist werden später bekanntgegeben.
 9004 St. Gallen, den 3. November 1981
 Konkursamt des Kantons St. Gallen:
 Eisenhut
- Kt. Aargau** (3862)
 Gemeinschuldner: **Navé Wolfgang**, 1944, österreichischer Staatsangehöriger, Projekt-Ing., Langacker 26, 5430 Wettingen.
 Datum der Konkurseröffnung: 7. Oktober 1981 (Insolvenzklärung).
 Summarisches Verfahren gemäss Art. 231 SchKG.
 Eingabefrist: bis 27. November 1981.
 5400 Baden, den 3. November 1981
 Konkursamt Baden
- Kt. Zug** (3567)
 Gemeinschuldnerin: **R. Hürlimann & H. Kaiser AG**, Baunternehmung, Aegerstrasse 74, 6300 Zug.
 Datum der Konkurseröffnung: 27. August 1981.
 Erste Gläubigerversammlung: Dienstag, 27. Oktober 1981, um 15 Uhr, im Restaurant «Löwen», Landsgemeindeplatz, 6300 Zug.
 Eingabefrist für Forderungen: 17. November 1981.
 Eingabefrist für Dienstbarkeiten: 7. November 1981 betreffend die Liegenschaften der Gemeinschuldnerin
 in Rotkreuz/Gemeinde Risch ZG
 Stockwerkeigentum Nr. 6 (f), Blatt 6042, 58/1000 Miteigentum an der Liegenschaft Blatt Nr. 1057 mit Sonderrecht an der 3/4-Zimmer-Wohnung, Nebenräumen und Garageboxe, an der oberen Weidstrasse 5/7 in Rotkreuz;
 in Knonau ZH
 GRB Nr. 173, Plan 31, Kat.-Nr. 682
 Wohnbaracke im Industriequartier mit 35 a 68 m² Gebäudegrundfläche, Hofraum und Feld im Hasental, Knonau.
 6300 Zug, den 13. Oktober 1981
 Konkursamt Zug:
 A. Rosenberg
- Kt. St. Gallen** (3858)
 Gemeinschuldnerin: **HZ-Gran AG**, Blumenaustrasse 1, 9470 Buchs.
 Konkurseröffnung: 25. Mai 1981.
 Summarisches Verfahren gemäss Art. 231 SchKG.
 Eingabefrist für Forderungen: bis 27. November 1981 (Wert 25. Mai 1981).
 9475 Sevelen, den 7. November 1981
 Konkursamt des Kantons St. Gallen
 Zweigstelle 1, 9475 Sevelen:
 T. Hardegger
- Ct. de Vaud** (3849)
 Faillie: **Multibat Entreprise Générale SA**, avenue du Théâtre 7, Lausanne.
 Date du prononcé: 28 octobre 1981.
 Faillite sommaire, art. 231 LP.
 Délai pour les productions: 27 novembre 1981.
 1001 Lausanne, le 2 novembre 1981
 Office des faillites
- Kt. Basel-Stadt** (3860)
 Gemeinschuldnerin: **J + S Altbauanierung AG**, Ausführung von Renovationsarbeiten an Bauten, Webergasse 1, Basel, Büro und Werkstatt in Grellingen BE, Nunningenstrasse 178.
 Datum der Konkurseröffnung: 9. Oktober 1981.
 Summarisches Konkursverfahren.
 Eingabefrist: bis 27. November 1981.
 4001 Basel, den 7. November 1981
 Konkursamt Basel-Stadt
- Kt. St. Gallen** (3859)
 Gemeinschuldner: **REA Tankautomatenservice, Rese Arkadijus**, Wächtergut 1, 9477 Trübbach.
 Konkurseröffnung: 21. August 1981.
 Ordentliches Verfahren: Art. 232 SchKG.
 Erste Gläubigerversammlung: Freitag, 13. November 1981, 14 Uhr, im Restaurant Bahnhof, 9477 Trübbach.
 Eingabefrist für Forderungen: 7. Dezember 1981 (Wert 21. August 1981).
 Von denjenigen Gläubigern, die an der 1. Gläubigerversammlung nicht teilnehmen und nicht rechtzeitig schriftlich Einsprache erheben, wird angenommen, dass diese die Konkursverwaltung zur vorzeitigen, freihändigen oder steigerungsweisen Verwertung sämtlicher Aktiven ausdrücklich ermächtigen. Stillschweigen gilt als Zustimmung.
 Einsprachen müssen schriftlich bis zum 7. Dezember 1981, 12 Uhr, im Besitze des Konkursamtes sein.
 Die Gläubiger werden eingeladen, innert gleicher Frist dem unterzeichneten Konkursamt Angebote einzureichen.
 Eigentumsansprüche sind sofort mit den entsprechenden Beweismitteln anzumelden.
 9475 Sevelen, den 7. November 1981
 Konkursamt des Kantons St. Gallen
 Zweigstelle 1, Sevelen: T. Hardegger
- Ct. de Vaud** (3833)
 Faillie: **Rexma SA**, rue St-Martin 7, Lausanne.
 Date du prononcé: 28 octobre 1981.
 Faillite sommaire, art. 231 LP.
 Délai pour les productions: 27 novembre 1981.
 1001 Lausanne, le 7 novembre 1981
 Office des faillites
- Kt. Basel-Stadt** (3861)
 Vorläufige Konkursanzeige
 Über folgende Firmen wurde der Konkurs eröffnet:
 Am 22. Oktober 1981: **Jean Yves Foresto AG**, Heuberg 12, Basel, am 28. Oktober 1981: **Induspan AG**, Herrengartenweg 14 (früher Missionsstrasse 33), Basel.
 am 29. Oktober 1981: **Dipro Chemie AG**, Lautengartenstrasse 14 (früher Falknerstrasse 9), Basel.
 Die Anzeigen betreffend Art des Verfahrens, Eingabefrist usw. erfolgen später.
 4001 Basel, den 7. November 1981
 Konkursamt Basel-Stadt
- Ct. de Neuchâtel** (3854)
 Faillie: **Mayelode S.A.**, société anonyme ayant son siège à Neuchâtel, rue des Deures 56, fabrication, achat, vente, importation et exportation de produits horlogers.
 La société est propriétaire de l'art. 7100 du cadastre du Landeron, Les Novalis, place-jardin de 6140 m² (villa en construction).
 Date de l'ouverture de la faillite: 1er octobre 1981.
 Liquidation sommaire, art. 231 LP, ordonnée le 30 octobre 1981.
 Délai pour les productions: vendredi 27 novembre 1981.
 Délai pour l'indication des servitudes: vendredi 27 novembre 1981.
 2001 Neuchâtel, le 7 novembre 1981
 Office des faillites
 Le préposé: Y. Bloesch

Einstellung des Konkursverfahrens

(SchKG 230)

Suspension de la liquidation

(I.P. 230)

Kt. Zürich (3867)

Über die **Mineral Decor AG**, Oetenbachgasse 28, 8001 Zürich, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 16. Oktober 1981 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung dieses Richters am 2. November 1981 mangels Aktiven eingestellt worden.

Sofern nicht ein Gläubiger bis zum 17. November 1981 die Durchführung des Verfahrens begehrt, sich gleichzeitig zur Übernahme des ungedeckten Teils der Verfahrenskosten verpflichtet und daran vorläufig einen Barvorschuss von Fr. 2000.- leistet, gilt das Verfahren als geschlossen.

8022 Zürich, den 3. November 1981

Konkursamt Zürich (Altstadt):
U. Tobler, Notarstellvertreter

Ct. de Neuchâtel (3851)

Faillie: **Walzer-Von Escher Janine**, anciennement domiciliée faubourg de la Gare 11 à Neuchâtel, actuellement domiciliée à Clémensin.

La liquidation de la faillite ci-dessus prononcée le 15 octobre 1981, a été suspendue faute d'actif suffisant par ordonnance du 30 octobre 1981.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 16 novembre 1981, la continuation de la liquidation par voie sommaire en faisant une avance de frais de fr. 2000.-, cette faillite sera clôturée.

2001 Neuchâtel, le 6 novembre 1981

Office des faillites
Le préposé: Y. Bloesch

Kt. Bern (3852)**Kollokationsplan und Inventar**

Gemeinschuldner: **Schlup Edwin**, geb. 1944, landwirtschaftliche Lohnarbeiten, früher in Arch, nun Pleutenenstrasse 4, Lengnau BE.
Auflage- und Anfechtungsfrist: bis 17. November 1981.

Während der Auflagefrist liegt auch das Inventar auf.

Abtretungsbegehren gemäss Art. 260 SchKG sind, bei Vermeidung des Ausschlusses, innert der Auflagefrist beim Konkursamt Büren, 3294 Büren an der Aare, einzureichen.

3294 Büren an der Aare, den 7. November 1981

Konkursamt Büren:
Messer

Kollokationsplan - Etat de collocation

(SchKG 249-251) - (LP 249-251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est pas attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Zürich (3865)**Einstellung einer konkursamtlichen Nachlassliquidation**

Über den Nachlass des **Saner Othmar Hugo**, geboren 1912, von Beinwil SO, gestorben 4. September 1981, zuletzt wohnhaft gewesen Saatenstrasse 271, 8050 Zürich, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichts Zürich vom 26. Oktober 1981 die konkursamtliche Liquidation angeordnet, das Verfahren aber mit Verfügung dieses Richters am 2. November 1981 mangels Aktiven eingestellt worden.

Sofern nicht ein Gläubiger bis zum 17. November 1981 die Durchführung des Verfahrens begehrt, sich gleichzeitig zur Übernahme des ungedeckten Teils der Verfahrenskosten verpflichtet und daran vorläufig einen Barvorschuss von Fr. 2000.- leistet, gilt das Verfahren als geschlossen.

8050 Zürich, den 3. November 1981

Konkursamt Oerlikon-Zürich

Kt. Zürich (3853)**Kollokationsplan und Inventar**

Im Konkurs über die **Sepirag AG**, Talstrasse 65, 8001 Zürich, welche bis zur Konkurseröffnung das Café Schanzle, Talstrasse 65, 8001 Zürich, betrieb, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt Zürich (Altstadt), Talstrasse 25, 8001 Zürich, zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplans sind innert zehn Tagen seit Bekanntgabe der Auflegung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 7. November 1981 durch Klageschrift (im Doppel) beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Zürich anzuheben. Soweit keine Anfechtung erfolgt, wird der Plan rechtskräftig.

Innert der gleichen Frist sind beim Konkursamt schriftlich einzureichen:

Begehren um Abtretung der Rechte im Sinne des Art. 260 SchKG zur Bestreitung der von der Konkursverwaltung anerkannten Eigentumsansprüche.

8022 Zürich, den 6. November 1981

Konkursamt Zürich (Altstadt):
F. Wittwer, Notar-Stellvertreter

Kt. Zürich (3866)

Über **Eberli Horst**, geboren 1940, von Altwis LU, Maler, Böswisliweg 12, 8180 Bülach, bis 11. Juni 1981 als Inhaber der Einzelirma «Hema Horst Eberli, Maler- und Tapezierergeschäft, mit Sitz in Bülach», im Handelsregister des Kantons Zürich eingetragen, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Bülach vom 30. September 1981 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung dieses Richters am 23. Oktober 1981 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.

Sofern nicht ein Gläubiger bis zum 17. November 1981 die Durchführung des Verfahrens begehrt, sich gleichzeitig zur Übernahme des ungedeckten Teils der Verfahrenskosten verpflichtet und daran vorläufig einen Barvorschuss von Fr. 3000.- leistet, gilt das Verfahren als geschlossen.

8180 Bülach, den 7. November 1981

Konkursamt Bülach:
U. Weidmann, Notar-Stellvertreter

Kt. Zürich (3836)

Im Konkurs über die **PSA Panache SA**, mit Sitz in Opfikon, Talackerstrasse 17, 8152 Glattbrugg, liegen der Kollokationsplan und die Inventare den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt Wallisellen, Zentralstrasse 9, Gemeindehaus, 8304 Wallisellen, zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplans sind innert zehn Tagen seit Bekanntgabe der Auflegung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 7. November 1981 durch Klageschrift (im Doppel) beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Bülach, 8180 Bülach, anzuheben. Noch nicht rechtskräftige Forderungen aus öffentlichem Recht, zu deren Beurteilung im Bestreitungsfall besondere Instanzen zuständig sind, können jedoch nur nach den zutreffenden besonderen Verfahrensvorschriften angefochten werden. Soweit keine Anfechtung erfolgt, wird der Plan rechtskräftig.

Innert der gleichen Frist sind schriftlich beim Konkursamt Wallisellen einzureichen:

Begehren um Abtretung der Rechte im Sinne des Art. 260 SchKG zur Bestreitung
- der von der Konkursverwaltung anerkannten Eigentumsansprüche
- der noch nicht rechtskräftigen Forderungen aus öffentlichem Recht, auf deren Anfechtung die Konkursverwaltung verzichtet.

8304 Wallisellen, den 30. Oktober 1981

Konkursamt Wallisellen

Kt. Luzern (3882)

Über die **Armierag Armierungs AG**, Pilatusstrasse 30, Luzern, ist durch Verfügung des Amtsgerichtspräsidenten III von Luzern-Stadt vom 9. September 1981 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung des gleichen Richters vom 3. November 1981 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.

Sofern nicht ein Gläubiger bis zum 17. November 1981 die Durchführung des Konkurses verlangt, sich gleichzeitig zur Übernahme der Verfahrenskosten verpflichtet und daran vorläufig einen Barvorschuss von Fr. 2500.- für das summarische, bzw. Fr. 3000.- für das ordentliche Konkursverfahren an das Konkursamt Luzern-Stadt, Postcheckkonto 60-1700, leistet, gilt das Verfahren als geschlossen.

6000 Luzern, den 4. November 1981

Konkursamt Luzern-Stadt

Ct. de Vaud (3834)

La faillite ouverte le 7 août 1981 contre **Linares Georges**, Grand-Rue 19, 1260 Nyon (anc. magasin Disques-Services, Nyon), a été, ensuite de constatation de défaut d'actif, suspendue par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande, d'ici au 17 novembre 1981 la continuation de la liquidation en faisant une avance de frais de fr. 2500.-, cette faillite sera clôturée.

1260 Nyon, le 7 novembre 1981

Office des faillites de Nyon:
J. Froidevaux, préposé

Kt. Bern (3837)

Im Konkurs über **E. Dummermuth AG**, Hydraulikschläuche, Hohlstrasse 5, 3123 Belp, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim unterzeichneten Konkursamt zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Planes sind innert 10 Tagen von der Bekanntmachung an gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet würde.

3123 Belp, den 29. Oktober 1981

Konkursamt Seftigen:
D. Jacobi

Kt. St. Gallen (3869)**Kollokationsplan und Inventar**

Gemeinschuldnerin: **Master Bauelemente AG**, Hueb, 9468 Sax.
Auflage- und Anfechtungsfrist: 8. bis 17. November 1981.

9475 Sevelen, den 7. November 1981

Konkursamt des Kantons St. Gallen
Zweigstelle 1, 9475 Sevelen:
T. Hardegger

Kt. Glarus (3838)**Kollokationsplan und Inventar**

Im Konkursverfahren über **Helvepars AG**, Oberdorfstrasse 15, 8750 Glarus, liegen Kollokationsplan und Inventar den beteiligten Gläubigern während 10 Tagen beim unterzeichneten Konkursamt zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind innert 10 Tagen seit dieser Publikation beim Vermittleramt Glarus-Riedern, 8750 Glarus, anhängig zu machen, widrigenfalls dieser als anerkannt betrachtet wird.

8750 Glarus, den 8. November 1981

Konkursamt des Kantons Glarus

Kt. Basel-Landschaft (3870)**Kollokationsplan und Inventar**

Im Konkurs über **Hess AG**, Pneuhaus, Militärstrasse 21, 4410 Liestal, liegen der Kollokationsplan und das Inventar mit den Kompetenzausscheidungen und den Eigentumsverfügungen den beteiligten Gläubigern während 10 Tagen bei der unterzeichneten Amtsstelle zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind beim Bezirksgericht Liestal und Beschwerden auf Anfechtung des Inventars bei der kantonalen Aufsichtsbehörde über Schuldbetreibung und Konkurs in Liestal anzubringen, beides innert 10 Tagen von der öffentlichen Bekanntmachung an gerechnet.

4410 Liestal, den 3. November 1981

Konkursamt Liestal

Kt. St. Gallen (3885)**Kollokationsplan und Inventar**

Gemeinschuldner: **Geisseler-Waldis Willy**, Achslenstrasse 11, 9016 St. Gallen.

Auflage- und Anfechtungsfrist: vom 8. bis 17. November 1981.

9004 St. Gallen, den 4. November 1981

Konkursamt des Kantons St. Gallen:
Rüthemann

Kt. Aargau (3884)
Im summarischen Konkursverfahren des **Bossard-Hoppler Gaston**, geboren 1934, von Kölliken AG, Kaufmann, in Birr, Hinterhof 404, liegt der Kollokationsplan infolge Anmeldung einer weiteren Forderung den beteiligten Gläubigern zur Einsicht neu auf.
Klagen auf Anfechtung der neu zugelassenen Forderung sind bis längstens 17. November 1981 beim Bezirksgericht Brugg anhängig zu machen, ansonst der Kollokationsplan auch in bezug auf diese Forderung als anerkannt betrachtet wird.
5200 Brugg, den 3. November 1981 Konkursamt Brugg

Kt. Aargau (3883)
Im Konkurs über **Enderli-Hodel Jakob**, 1945, kfm. Angestellter, von Bassersdorf, in 5016 Obererlinsbach, Neuberger 566, liegt der infolge nachträglicher Forderungseingabe abgeänderte Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim unterzeichneten Konkursamt zur Einsicht auf.
Klagen auf Anfechtung des Planes sind innert 10 Tagen von der Bekanntmachung an gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet wird.
5036 Oberefelden, den 4. November 1981
Konkursamt des Bezirks Aarau

Ct. de Neuchâtel (3868)
Faillite: **Promodif 2000 S.** à r. l., préc. rue de la Fontaine 5, 2022 Bevaix NE.
L'état de collocation des créanciers est déposé à l'office soussigné où il peut être consulté. Les actions en contestation doivent être introduites dans les dix jours dès le 7 novembre 1981, sinon ledit état sera considéré comme accepté.
2017 Boudry, le 7 novembre 1981 Office des faillites, Boudry

Schluss des Konkursverfahrens

(SchKG 268).

Kt. Zürich (3872)
Das Konkursverfahren über die **Finanzgesellschaft für Handel und Grundbesitz** (früher Bank für Grundbesitz AG), Stampfenbachstrasse 63, 8006 Zürich, ist durch Verfügung des Vizepräsidenten des Handelsgerichts des Kantons Zürich vom 15. September 1981 als geschlossen erklärt worden.
8000 Zürich, den 30. Oktober 1981 Die Konkursverwaltung: Dr. Arnold Stahel Walter Treig

Kt. Zürich (3886)
Das Konkursverfahren über **Schmid Claudia**, geschiedene Schneider, 1956, von Rüthi SG, kaufmännische Angestellte, Lättenstr. 2, 8952 Schlieren, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 30. Oktober 1981 als geschlossen erklärt worden.
8952 Schlieren, den 4. November 1981 Konkursamt Schlieren

Kt. Aargau (3835)
Das Bezirksgericht Laufenburg hat mit Urteil vom 15. Oktober 1981 das Konkursverfahren über die ausgeschlagene Verlassenschaft des **Kyburz Karl**, geboren 1928, von Niedererlinsbach, wohnhaft gewesen in Ueken, gestorben am 28. Februar 1981, als geschlossen erklärt.
5200 Brugg, den 30. Oktober 1981 Konkursamt Laufenburg, 5200 Brugg

Konkurssteigerungen

(SchKG 257-259)

Vente aux enchères publiques après faillite

(LP 257-259).

Kt. Luzern (3887)
Konkursrechtliche Grundstücksteigerung
Im Konkurs über die ausgeschlagene Verlassenschaft der von **Euw Ruth**, wohnhaft gewesen Altegghalde 2, Meggen, gelangen folgende Grundstücke an einmalige öffentliche Steigerung:
1. Grundstück Nr. 4202 im Grundbuch Meggen, Plan 36, Altegghalde 2, Meggen, 3/2-Zimmer-Eigentumswohnung, 3. Stock
Katasterschätzung Fr. 116 000.-
Konkursamtliche Schätzung Fr. 250 000.-
2. Grundstück Nr. 4191 im Grundbuch Meggen, Plan 36, Altegghalde 2, Meggen, Einstellgarage
Katasterschätzung Fr. 7 000.-
Konkursamtliche Schätzung Fr. 20 000.-
Zeit und Ort der Steigerung: Freitag, 11. Dezember 1981, 14.30 Uhr, im Restaurant Angelluh in Meggen.
Auflage des Lastenverzeichnisses und der Steigerungsbedingungen: ab 16. bis 25. November 1981.
Wohnung und Garage werden gesamthaft versteigert.
Der Ersteigerer hat vor dem Zuschlag eine Barzahlung von Fr. 10 000.- zu leisten.
Es wird ausdrücklich auf den Bundesbeschluss über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland vom 23. März 1961 mit den seitherigen Abänderungen aufmerksam gemacht. Auch von Personen und Gesellschaften mit Wohnsitz bzw. Sitz in der Schweiz kann vor dem Zuschlag eine rechtskräftige Bewilligung zum Erwerb oder der Nachweis, dass sie einer solchen nicht bedürfen, verlangt werden.
6000 Luzern, den 4. November 1981 Konkursamt Luzern-Land

Kt. Freiburg (3873)
Öffentliche Versteigerung
Das kantonale Konkursamt in Freiburg, versteigert am Freitag, 13. November 1981, ab 14 Uhr, in den Lokalitäten der Garage **Lastee AG**, Nutzfahrzeuge, Gallern, 1712 Tafers, die nachstehenden Artikel gegen Barzahlung an den Meistbietenden:
1 Kompressor, 1 Drehbank Unic, 1 Pseudemontiermaschine Bishmann, 1 Reinigungssofen für Ersatzteile Bupi-Cleaner, 1 Hydraulikpresse FOG, 1 Trommeldrehapparat Zantor, 1 Ölbar bestehend aus Pumpen, Schlauchrollen und Zähler, 1 Achsmessgerät VLC, 1 Grubenheber, 1 Autogen-Schweissanlage, 1 Ladegerät, 1 hydr. Wagenheber, 4 Unterstellböcke auf Rädern, 1 Sattelaufleger 10 m, 1 Fahrzeugbrücke, 1 Posten Metallgestelle, 1 Posten Eisenprofile, 1 Garde-robekasten, 1 Stempeluhr, 1 Frankiermaschine Frama, 1 Getränkeautomat Selecta, diverse Carrosserie-Ersatzteile (Radzieringe, Gummiprofile, Lüfter, Gasdruckdämpfer, Schösser, Scheiben usw.), 1 Motor Mercedes OM 352, 1 Posten diverse Spezialschlüssel und Abzieher, 1 Posten Schmierstoffe (Motoröl), 1 Posten diverse Apparate, Werkzeuge und Verschiedenes
1700 Freiburg, den 7. November 1981
Kantonales Konkursamt, Freiburg

Ct. du Valais (3876)
Enchère immobilière
Failli: **Bagnoud Bernard**, à Crans, commune de Lens.
L'office des faillites de Sierre vendra aux enchères publiques, au plus offrant, le 26 novembre 1981, à 14 h., salle du 2e étage du Buffet de la Gare de Sierre, les immeubles suivants sis sur la commune de Lens:
Parcelle de base:
article 5490, folio 4, no 48, Crans-Combation, place de 5 m² et bâtiment de 331 m², «Richelieu», hôtel et commercial, soit:
1. no 48 A, bâtiment, 650/1000e du no 48, sur 8 étages, avec droit exclusif sur l'hôtel no 3.
Parties communes:
la place no 1 et le tambour d'entrée no 4;
2. article 5490, folio 4, no 49, Crans-Combation, place de 53 m²;
3. droit de superficie, érigée en droit d'instinct et permanent, pour 99 ans, à partir du 3. 10. 1963, en faveur de la masse en faillite de Bernard Bagnoud: article 5490, folio 4, no (51), Crans-Combation, sur la parcelle no 27 l. 515 m², place de (83 m²) locaux en sous-sol;
4. le certificat d'action au porteur de la société immobilière **Bergère SA**, à Crans, commune de Lens, au porteur, no 7, de fr. 16 000.-, actions nos 179 à 210, de fr. 500.- chacune donnant droit, à l'entre-sol, à un local commercial, terrasse ouverte, 2 WC et une cave;
5. le certificat d'action de la société immobilière **Bergère SA**, au porteur, no 7 a, de fr. 9000.-, actions nos 211 à 228, de fr. 500.- chacune, donnant droit, à l'entre-sol, à un appartement de 3 pièces, bains, WC, cave, terrasse.
Estimation de l'office des faillites:
immeubles: fr. 2 950 000.-
mobilier: fr. 200 000.-
Il s'agit de l'hôtel Richelieu, construit en 1959, situé en plein centre de la station de Crans.
L'hôtel comporte 40 chambres, réparties sur 5 étages, entièrement équipées soit:
27 chambres au sud, avec balcon et bains privés
13 chambres au nord, avec bains et douches privées
nombre de lits: 74 en occupation normale et possibilité d'ajouter jusqu'à 20 lits supplémentaires

L'hôtel comporte également un salon, un bar, un carnetotzel, une grande terrasse, une grande place pour voitures, hall d'entrée, bureau et réception.
Logement pour le personnel: 5 chambres pouvant loger 11 personnes, douches et 2 WC.
L'office des faillites de Sierre est en mesure de donner tous renseignements utiles.
Les conditions de vente et l'état des charges sont déposés à l'office des faillites de Sierre.

3960 Sierre, le 2 novembre 1981 Office des faillites de Sierre: Jos. Lamon, préposé

Nachlassverträge - Concordats - Concordati

Nachlass-Stundung und Aufruf zur Forderungseingabe

Sursis concordataire et appel aux créanciers

(SchKG 295, 296, 300) - (LP 295, 296, 300)

Den nachstehend genannten Schuldner ist eine Nachlass-Stundung bewilligt worden.
Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen innert der Eingabefrist beim Sachwalter einzugeben, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberichtigt wären.
Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Moratoria del concordato e invito ai creditori d'insinuare i loro crediti

(LEF 295, 296, 300)

I debitori qui sotto nominati hanno ottenuto una moratoria. I creditori sono invitati ad insinuare i loro crediti presso il commissario nel termine stabilito per le insinuazioni, sotto la comminatoria che in caso di omissione non avranno diritto di voto nelle deliberazioni sul concordato.

Kt. St. Gallen (3874)
Schuldnerin: Firma **Walter Vosseler & Sohn** (Kollektivgesellschaft), Schreinerrei, Kirchstrasse 13, 9400 Rorschach.
Datum der Stundungsbewilligung durch das Bezirksgericht Rorschach: 29. Oktober 1981.
Dauer der Stundung: vier Monate, d. h. bis 28. Februar 1982.
Sachwalter: Hanspeter Eisenhut, Vorsteher des Konkursamtes des Kts. St. Gallen, Spisergasse 15, 9004 St. Gallen.
Eingabefrist für Forderungen: bis 27. November 1981.
Die Gläubiger haben ihre Forderungen (Wert 29. Oktober 1981) innert der Eingabefrist beim Sachwalter unter Beilage der Beweismittel anzumelden. Im Unterlassungsfalle sind sie bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberichtigt.
Ort und Zeit der Aktenuaufgabe und der Gläubigerversammlung werden später bekanntgegeben.
Die Schuldnerin strebt einen Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung an (Art. 316 a ff SchKG).
9004 St. Gallen, den 3. November 1981 Der Sachwalter: H. P. Eisenhut

Ct. Ticino (3875)
La pretura di Lugano-Distretto comunica che, con decisione 2 novembre 1981, ha concesso una moratoria di quattro mesi a scopo di concordato alla spettabile **La Godasse SA**, Noranco.
Quale commissario del concordato è stato nominato il signor Angelo Arigoni, contabile federale, via Peri 6, Lugano.
6900 Lugano, il 2 novembre 1981 Il pretore: avv. Sandro Patuzzo

Ct. de Vaud (3840)
Concordat par abandon d'actif
Débitrice: **Fabrique d'horlogerie Hafner SA**, rue de la Paix 11, 1820 Montreux.

Par décision du 26 octobre 1981, le président du Tribunal du district de Vevey a octroyé à la société prénommée un sursis concordataire de quatre mois, en application des dispositions des art. 293 et ss. LP, et a désigné Pierre Marguet, préposé aux faillites de Montreux, en qualité de commissaire au sursis.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances au commissaire dans un délai échéant le 27 novembre 1981, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat. Ils sont en outre convoqués en assemblée qui aura lieu le jeudi 28 janvier 1982, à 14 h. 30, au bureau du commissaire (Office des faillites, rue de la Paix 8, à Montreux), pour délibérer sur les propositions concordataires. Le dossier sera à leur disposition dès le 15 janvier 1982.
Le commissaire ne donne aucune garantie pour les dettes contractées sans son consentement pendant la durée du sursis.
1820 Montreux, le 30 octobre 1981 Le commissaire au sursis: P. Marguet

Bestätigung des Nachlassvertrages mit Vermögensabtretung

(SchKG 316d)

Kt. Zürich

(3888)

Das Bezirksgericht Zürich, 3. Abteilung, hat mit Beschluss vom 14. Oktober 1981 den von der Elektro-Metall Kürsteiner AG, Sieberstrasse 69, 8050 Zürich, ihren Gläubigern vorgeschlagenen Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung (Liquidationsvergleich) bestätigt und auch für diejenigen Gläubiger als verbindlich erklärt, die nicht zugestimmt haben.

Als Liquidationsorgane wurden bestellt:

Liquidator: Rechtsanwalt Dr. F. Allemann, General-Guisan-Quai 22, 8002 Zürich.

Gläubigerausschuss:

A. Moser, c/o SMUV Oerlikon, Jungholzstrasse 27, 8050 Zürich, K. Eppler, c/o Pestalozzi & Co. AG, Riedstrasse 1, 8953 Dietikon, R. Knödler, c/o FJG, 8058 Zürich-Flughafen.

Der Beschluss ist rechtskräftig. Mit der Veröffentlichung im Schweizerischen Handelsamtsblatt fallen die Wirkungen der seinerzeit bewilligten Nachlass-Stundung dahin:

8004 Zürich, den 2. November 1981

Bezirksgericht Zürich
3. Abteilung

Handelsregister Registre du commerce Registro di commercio

Stiftungen - Fondations - Fondazioni

Zürich - Zurich - Zurigo

26. Oktober 1981

Wohlfahrtsstiftung der Firma Ruf-Buchhaltung Aktiengesellschaft, in Zürich 9 (SHAB Nr. 85 vom 12. 4. 1980, S. 1185). Die Unterschriften von Francesco Pizzagalli und Bodo Holm sind erloschen. Rutili Dworacek, Mitglied des Stiftungsrates, führt ihre Kollektivunterschrift zu zweien nun auch als Präsidentin desselben. Neu führen Kollektivunterschrift zu zweien: Peter W. Mangold, von Böcken, in Grandvaux, und René Wehrle, von Muolen, in Zürich, Mitglieder des Stiftungsrates.

26. Oktober 1981

Schweiz. Rettungsflugwacht, in Zürich 8, Stiftung (SHAB Nr. 42 vom 21. 2. 1981, S. 565). Das der Stiftung als Ergänzung zur Stiftungsurkunde zugrunde liegende Stiftungsreglement, datierend vom 12. 5. 1979, ist am 1. 7. 1981 geändert worden. Die eintragungspflichtigen Tatsachen haben dadurch keine Änderung erfahren.

26. Oktober 1981

Pensionskasse der Zellweger Uster AG, in Uster, Stiftung (SHAB Nr. 164 vom 16. 7. 1977, S. 2350). Die Unterschrift von Walter Hess ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Dr. Hans Locher, von Heiden, in Uster, Präsident des Stiftungsrates.

26. Oktober 1981

Wohlfahrtsfonds der Zellweger Uster AG, in Uster, Stiftung (SHAB Nr. 202 vom 30. 8. 1975, S. 2382). Die Unterschrift von Walter Hess ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Dr. Anton H. Bucher, von Luzern, in Küsnacht ZH, Mitglied und Geschäftsführer des Stiftungsrates.

26. Oktober 1981

ZAG-Stiftung, in Uster (SHAB Nr. 202 vom 30. 8. 1975, S. 2382). Die Unterschrift von Walter Hess ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Dr. Anton H. Bucher, von Luzern, in Küsnacht ZH, Vizepräsident und Geschäftsführer des Stiftungsrates.

27. Oktober 1981

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Femit Plastic AG, in Maur, Lohwistrasse 36, Ebmatingen, bei der Femit Plastic AG (Neueintragung). Datum der Urkunde: 1. 10. 1981. Zweck: Fürsorge für die Arbeitnehmer der Firma «Femit Plastic AG», in Maur, bei Alter, Invalidität, Krankheit, Unfall, Arbeitslosigkeit bzw. bei deren Ableben für ihre Hinterbliebenen. Ferner können bei unverschuldeten Notlagen den im Dienst der Stifterfirma stehenden oder ehemaligen Arbeitnehmern sowie ihren Hinterbliebenen Unterstützungen gewährt werden. Organe der Stiftung: Stiftungsrat von 2 bis 5 Mitgliedern und Kontrollstelle. Die Stiftung wird vertreten mit Kollektivunterschrift zu zweien durch: Kurt E. Brunswiler, von Sirmach, in Maur, Präsident des Stiftungsrates; sowie Sylvia Knechtli, von Gais und Dübendorf, in Maur, Mitglied und Protokollführer des Stiftungsrates.

27. Oktober 1981

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Hermann Jost-Senn, in Rümlang (SHAB Nr. 84 vom 9. 4. 1960, S. 1127). Die Direktion des Internen des Kantons Zürich hat mit Verfügung vom 24. 9. 1981 die Stiftungsurkunde geändert. Neuer Wortlaut des Stiftungsnamens: Personalfürsorge-Stiftung der Firma Hermann Jost-Senn Rümlang. Neumschreibung des Zwecks: versicherungsmässige Fürsorge für Arbeitnehmer und Arbeitgeber der Firma «Hermann Jost-Senn», in Rümlang, sowie der Hinterbliebenen der genannten Personen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität und Tod. Ferner Fürsorge zugunsten der Arbeitnehmer bei Krankheit, Unfall, Arbeitslosigkeit sowie in unverschuldeten Notlagen.

27. Oktober 1981

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Max Walter & Co AG, bisher in Zürich 11 (SHAB Nr. 130 vom 5. 6. 1976, S. 1605). Der Bezirksrat Zürich als Aufsichtsbehörde hat mit Beschluss vom 1. 10. 1981 die Stiftungsurkunde geändert. Neuer Sitz: Dällikon. Adresse: Industriestrasse 2, bei der Firma Max Walter & Co AG. Der Sitz der Stifterfirma befindet sich nun ebenfalls in Dällikon.

27. Oktober 1981

Emy Wymann-Stiftung, in Fällanden. Unter diesem Namen besteht aufgrund der Errichtungsurkunde vom 19. 6. 1981 eine Stiftung; Adresse: Sänglienstrasse 14, Pfaffhausen, bei Dr. iur. Ernst Bruno Bättig. Zweck: Verwaltung des Stiftungsvermögens und Ausrichtung von dessen Erträgen zu je einem Drittel an zurzeit folgende Destinatäre: Schweizer Berghilfe, Stiftung für das Pferd und Pestalozzi-Kinderdorf, Trogen. Einziges Organ der Stiftung ist der Stiftungsrat von 1 bis 3 Mitgliedern. Die Stiftung wird vertreten mit Einzelunterschrift durch Dr. Ernst Bruno Bättig, von Ufhusen, in Bischofzell, Zürich und Fällanden, in Fällanden, einziges Mitglied des Stiftungsrates.

27. Oktober 1981

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Elektro-Werner AG, in Wetzikon (SHAB Nr. 5 vom 7. 1. 1967, S. 64). Der Bezirksrat Hinwil hat mit Beschluss vom 23. 9. 1981 diese Stiftung aufgehoben; sie wird daher im Handelsregister von Amtes wegen gelöscht.

27. Oktober 1981

Personalfürsorge-Stiftung der P. Marti, dipl. Bauing. ETH/SIA Ingenieurbüro AG, in Männedorf (SHAB Nr. 199 vom 29. 8. 1981, S. 2771). Die Unterschrift von Hans Koller ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Rosmarie Marti-Rütsche, von Männedorf und Engl, in Männedorf, Mitglied des Stiftungsrates.

27. Oktober 1981

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Hans Blättler AG, in Fällanden (SHAB Nr. 99 vom 29. 4. 1978, S. 1351). Die Direktion des Internen des Kantons Zürich hat mit Verfügung vom 17. 9. 1981 diese Stiftung aufgehoben; sie wird daher im Handelsregister von Amtes wegen gelöscht.

27. Oktober 1981

Fürsorge- und Pensions-Stiftung der Olcag AG, in Zürich 3 (SHAB Nr. 265 vom 11. 11. 1978, S. 3502). Der Bezirksrat Zürich hat mit Beschluss vom 1. 10. 1981 diese Stiftung aufgehoben; sie wird daher im Handelsregister von Amtes wegen gelöscht.

27. Oktober 1981

Angestelltenfürsorge-Stiftung der Firma Walder & Co. AG, Schuhfabrik Brüttisellen, in Wangen-Brüttisellen (SHAB Nr. 128 vom 3. 6. 1972, S. 1429). Der Bezirksrat Uster hat mit Beschluss vom 1. 10. 1981 diese Stiftung aufgehoben; sie wird daher im Handelsregister von Amtes wegen gelöscht.

27. Oktober 1981

Personalfürsorge-Stiftung der Cosmos Management AG, in Zürich 8 (SHAB Nr. 66 vom 21. 3. 1981, S. 889). Gemäss vom Bezirksrat Zürich als Aufsichtsbehörde am 1. 10. 1981 gefasstem Beschluss ist diese Stiftung aufgehoben und deren Liquidation durchgeführt. Die Stiftung wird daher im Handelsregister von Amtes wegen gelöscht (Art. 104 HRRegV).

28. Oktober 1981

Wohlfahrtsfonds für das Personal der Fur-Clean AG für Pelzpflege, Zürich, in Zürich 6, Weinbergstrasse 68, bei der Fur-Clean AG für Pelzpflege (Neueintragung). Datum der Stiftungsurkunde: 7. 10. 1981. Zweck: Unterstützung des Personals und seiner Angehörigen der Stifterfirma «Fur-Clean AG für Pelzpflege», in Zürich, zur Milderung von Härtefällen bei Krankheit, Invalidität, Alter, Tod, sowie zur Förderung von Weiterbildung, Gesundheit und Wohlbehinden. Organ der Stiftung: Stiftungsrat von 2 bis 4 Mitgliedern; sie führen Kollektivunterschrift zu zweien. Die Stiftung wird in diesem Sinne vertreten durch Bruno Marx, von Zürich, in Niederrohrdorf, Präsident; Urs Marx, von Zürich, in Wallisellen, und Hansueli Notz, von Bussy-Chardonney, in Thalwil, weitere Mitglieder des Stiftungsrates.

28. Oktober 1981

Peter Scott Wildlife Endowment Fund (PSWEF), in Zürich 8, Stiftung (SHAB Nr. 110 vom 12. 5. 1979, S. 1550). Diese Stiftung wird infolge Verlegung des Sitzes nach Glanegg (SHAB Nr. 247 vom 24. 10. 1981, S. 3343) im Handelsregister des Kantons Zürich von Amtes wegen gelöscht.

29. Oktober 1981

Personalfürsorge-Stiftung der Firma Schaub-Tripas AG, in Zürich 1 (SHAB Nr. 297 vom 18. 12. 1976, S. 3625). Mit Beschluss des Bezirksrates Zürich vom 27. 8. 1981 wurde die Stiftungsurkunde geändert. Neuer Name der Stiftung: Personalfürsorge-Stiftung der Schaub-Technik AG, Zürich. Die Firma des Unternehmens, dessen Arbeitnehmer Begünstigte der Stiftung sind, lautet nun: «Schaub-Technik AG». Die Adresse der Stiftung lautet nun: Bahnhofplatz 9, in Zürich 1, bei der Schaub-Technik AG. Die Unterschrift von Elsa Bopp ist erloschen. Kurth Leube führt nicht mehr Einzelunterschrift als Präsident des Stiftungsrates, sondern nun Kollektivunterschrift zu zweien als Mitglied des Stiftungsrates. René Thouvenin, Mitglied des Stiftungsrates, führt nicht mehr Kollektivunterschrift zu zweien, sondern nun Einzelunterschrift als Präsident des Stiftungsrates. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Roger Thouvenin, von Oberengstringen, in Oberwil AG, Mitglied des Stiftungsrates.

29. Oktober 1981

Altersversicherungs-Fonds der Firma Schoop & Co, in Opfikon, Stiftung (SHAB Nr. 207 vom 4. 9. 1976, S. 2545). Adrian Schoop, Mitglied des Stiftungsrates, wohnt nun in Dübendorf.

29. Oktober 1981

Stiftung der Buchdruckerei Berichthaus, Tagblatt der Stadt Zürich, für Personalfürsorge, in Zürich 1 (SHAB Nr. 175 vom 1. 8. 1981, S. 2464). Die Direktion des Internen des Kantons Zürich hat mit Verfügung vom 12. 10. 1981 die Stiftungsurkunde geändert. Neuer Name: Personalfürsorge-Stiftung der Berichthaus AG. Neumschreibung des Zwecks: Vorsorge zugunsten der Mitarbeiter der Berichthaus AG, in Zürich, sowie deren Angehörige und Hinterbliebenen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität, Tod und anderer unverschuldeter Notlagen. Der Stiftungsrat besteht nun aus 7 Mitgliedern. Adresse der Stiftung: Edenstrasse 20, Zürich 3, bei der Berichthaus AG.

2. November 1981

Wohlfahrtsfonds der SKF (Schweiz), in Zürich 8 (SHAB Nr. 134 vom 11. 6. 1977, S. 1929). Die Unterschrift von Dr. Torghy Frykman ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Paul Ruch, von Küsnacht ZH und Mitlödi, in Maur, Vizepräsident des Stiftungsrates.

2. November 1981

Stiftungsfonds der SKF (Schweiz), in Zürich 8. Fürsorge für die Dienstpflichtigen der SKF (Schweiz) (SHAB Nr. 134 vom 11. 6. 1977, S. 1929). Die Unterschrift von Dr. Torghy Frykman ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Paul Ruch, von Küsnacht ZH, und Mitlödi, in Maur, Mitglied des Stiftungsrates.

2. November 1981

Alters- und Fürsorgekasse für die Mitarbeiter des Verlages Organisations AG, in Zürich 1 (SHAB Nr. 138 vom 16. 6. 1979, S. 1938). Die Unterschriften von Charles Bataillard und Rosmarie Baumann sind erloschen. Neu führen Kollektivunterschrift zu zweien: Dr. Victor Bataillard, von Romanel-sur-Morges, in Birmensdorf ZH, Präsident, und Kurt Raggenbach, von Brütten, in Zürich, Kassier des Stiftungsrates.

2. November 1981

Personalfürsorge-Stiftung des Verbandes schweiz. Schuhindustrieller (VSS), in Zürich 6 (SHAB Nr. 72 vom 25. 3. 1972, S. 773). Die Unterschriften von René Glogg, Dr. Wilhelm Mark und Hugo Ammann sind erloschen. Neu führen Kollektivunterschrift zu zweien: Pierre Aerni, von Zuchwil, in Porrentruy, Präsident, und Richard Nicolai, von Fitan, in Schönwerd, Mitglied des Stiftungsrates. Neue Adresse: Utoquai 37, Zürich 1, beim Verband schweizerischer Schuhindustrieller.

2. November 1981

Personalfürsorgefonds der Huber & Suhner AG, in Pfäffikon (SHAB Nr. 36 vom 12. 2. 1972, S. 373). Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Markus C. Cappis, von Basel, in Pfäffikon ZH, Mitglied des Stiftungsrates.

2. November 1981

Fürsorge-Stiftung Jakob Zweifel AG Wetzikon, in Wetzikon (SHAB Nr. 179 vom 3. 8. 1974, S. 2135). Mit Beschluss vom 11. 7. 1980 hat der Bezirksrat Hinwil als Aufsichtsbehörde die Stiftungsurkunde geändert. Neuer Name: Fürsorge-Stiftung Zweifel AG. Die Firma der Gesellschaft, deren Personal Destinatäre der Stiftung sind, lautet «Zweifel AG». Adresse der Stiftung: Binzstrasse 32, bei der Zweifel AG. Neu führt Einzelunterschrift: Samuel Kurzen, von Hinwil und Frutigen, in Gossau ZH.

Nachlassverfahren von Banken und Sparkassen

Kt. Zürich

(3889)

Abtretungsofferte

(Art. 260 und 316 i SchKG, Art. 37 VNB)

Schuldnerin: Metro Bank AG in Nachlassliquidation, Zürich.

In einem Kollokationsprozess gegen die Nachlassschuldnerin konnte ein Vergleich zu folgenden Bedingungen abgeschlossen werden:

1. Der Kläger reduziert die im Nachlassverfahren gegenüber der Beklagten angemeldete Forderung im Betrage von Fr. 450 000.- auf Fr. 400 000.-. Die Beklagte anerkennt die Kollokation im Umfange von Fr. 400 000.-.
2. Die Beklagte verpflichtet sich, den auf den kollierten Betrag entfallenden fälligen Anteil an der Nachlassdividende innert 10 Tagen nach Zustellung des rechtskräftigen gerichtlichen Abschreibungsbeschlusses an den Vertreter des Klägers auszubehalten.
3. Die Beklagte bezahlt dem Kläger insgesamt eine Prozessentschädigung von Fr. 36 000.-.
4. Die Beklagte trägt die Gerichtskosten beider Instanzen.

Die II. Zivilkammer des Obergerichtes des Kantons Zürich wird ersucht, den Kollokationsprozess als erledigt abzuschreiben, sofern nicht ein Gläubiger innert zehn Tagen nach Publikation dieses Vergleichs im Schweizerischen Handelsamtsblatt die Abtretung des umstrittenen Anspruches zur Fortführung des Prozesses verlangt.

Gestützt auf Art. 37 VNB wird hiermit den Gläubigern die Abtretung des Prozessführungsanspruches zur eigenen Geltendmachung gemäss Art. 260 SchKG angeboten. Gläubiger, welche die Abtretung verlangen, haben ihre Eingaben bis spätestens 19. November 1981 (Datum des Poststempels) an die Liquidatorin, Schweizerische Revisionsgesellschaft, Oberer Graben 31, 9000 St. Gallen, zu richten, unter gleichzeitiger Sicherstellung (Barzahlung oder Bankgarantie) des Teilbetrages zwischen der eingeklagten Forderung und dem ausgethandelten Vergleichsbetrag zuzüglich Zinsen und Kosten, somit Fr. 100 000.-. Im Falle einer Verbesserung der Massensprüche gegenüber dem ausgethandelten Vergleich verweisen wir auf Art. 260 Abs. 2 SchKG, während bei einer Verschlechterung der Abtretungsgläubiger mit dem sichergestellten Betrag haftet.

Das vorinstanzliche Urteil kann während der Abtretungsfrist, d. h. bis zum 19. November 1981 sowohl am Sitz der Schuldnerin (c/o Schweizerische Revisionsgesellschaft, Zürich, Dreikönigsstrasse 7) wie auch bei der Liquidatorin (Schweizerische Revisionsgesellschaft, St. Gallen, Oberer Graben 31) eingesehen werden. Während der gleichen Frist stehen interessierten Gläubigern weitere Unterlagen bei der Liquidatorin (Schweizerische Revisionsgesellschaft, St. Gallen, Oberer Graben 31) zur Einsicht offen.

Die vorliegende Publikation ersetzt diejenige im Schweizerischen Handelsamtsblatt Nr. 250 vom 28. Oktober 1981, Seite 3719, welche hiermit widerrufen wird.

9000 St. Gallen, den 4. November 1981

Metro Bank AG in Nachlassliquidation
Die Liquidatorin:
Schweizerische Revisionsgesellschaft

Verschiedenes - Divers - Varia

Kt. Aargau

(3890)

Im Konkurs über Haller Andreas, 1951, gewesener Uhrmacher, von und in Beinwil am See, Geschäft: Hauptstrasse 250, 5726 Unterkulm, befinden sich noch zahlreiche Uhren von ausgeführten Reparaturen in unserem Lager.

Eigentümer können diese, unter Voranmeldung beim Konkursamt Kulm, Gemeindefhaus, 5036 Obereinfelden, vom 9. bis 19. November 1981, abholen. Nach diesem Datum wird darüber verfügt.

5036 Obereinfelden, den 4. November 1981

Konkursamt des Bezirks Kulm

2. November 1981

Personalfürsorgefonds der Narok AG, Zürich, in Zürich 5, Stiftung (SHAB Nr. 226 vom 27. 9. 1975, S. 2618). Walter Bruderer, Präsident des Stiftungsrates, führt nicht mehr Einzelunterschrift, sondern Kollektivunterschrift zu zweien. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Rudolf Fischer, von Zürich, in Maur, Mitglied des Stiftungsrates.

2. November 1981

Fürsorgestiftung für das Personal der Narok AG, in Zürich 5 (SHAB Nr. 262 vom 8. 11. 1975, S. 2984). Die Unterschrift von Max Bohny ist erloschen. Walter Bruderer, Präsident des Stiftungsrates, führt nicht mehr Einzelunterschrift, sondern Kollektivunterschrift zu zweien. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Rudolf Fischer, von Zürich, in Maur, Mitglied des Stiftungsrates.

2. November 1981

Stiftung zugunsten des Personals in der Schweiz der Société Générale Alsacienne de Banque, Sogenal, Strasbourg (Allgemeine Elsassische Bankgesellschaft, Sogenal, Strasbourg), in Zürich 1 (SHAB Nr. 6 vom 8. 1. 1977, S. 64). Die Unterschriften von Frédéric Maurer und Geoffrey Smith sind erloschen. Neu führen Kollektivunterschrift zu zweien: Jean-Pierre Rosfelder, französischer Staatsangehöriger, in Zürich, und Jean Paul Wagner, französischer Staatsangehöriger, in Oberhausbergen (F).

2. November 1981

Hess-Honegger Wohlfahrtsstiftung für die Embru-Werke, in Rütli (SHAB Nr. 133 vom 9. 6. 1973, S. 1672). Wolfgang von Erlach, Mitglied des Stiftungsrates, wohnt nun in Zumikon.

Bern - Berne - Berna**Büro Bern**

28. Oktober 1981

Fürsorgekasse der EEV, in Bern, Stiftung (SHAB Nr. 247 vom 21. 10. 1961, S. 3063). Gemäss öffentlicher Urkunde vom 23. Oktober 1980, genehmigt am 19. November 1980 durch den Gemeinderat der Stadt Bern als Aufsichtsbehörde und am 17. August 1981 durch die Justizdirektion des Kantons Bern, wurde die Stiftungsurkunde revidiert. Die Stiftung bezweckt: Ausrichtung von Unterstützungen oder Beiträgen an die Arbeitnehmer der Genossenschaft «Schweizerische Elektro-Einkaufs-Vereinigung EEV», in Bern, an ihre überlebenden Ehegatten sowie an Personen, für deren Unterhalt sie aufgenommen sind, im Alter, bei Arbeitslosigkeit, Militärdienst, Invalidität, Unfall und Krankheit sowie im Falle des Todes von Arbeitnehmern. Die Organe der Stiftung sind der aus 3 bis 5 Mitgliedern bestehende Stiftungsrat und die Kontrollstelle.

28. Oktober 1981

Personalfürsorgestiftung der Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte, in Bern (SHAB Nr. 289 vom 9. 12. 1978, S. 3810). Die Unterschrift von Peter Steffen ist erloschen. Mit Kollektivunterschrift zu zweien gehört dem Stiftungsrat neu an: Elisabeth Berchtold, von Giswil, in Bern. Neues Domizil: Willadingweg 27.

Bureau de Bienne

28 octobre 1981

Fonds de prévoyance en faveur du personnel de la Maison Maurice Seemama, à Bienne (FOSC du 4. 12. 1976, no 285, p. 3481). Selon acte authentique du 25 mai 1981 et arrêté de la Direction de la justice du canton de Berne du 21 septembre 1981, le nom de la fondation a été modifié en Fonds de prévoyance en faveur du personnel de la Maison Maurice Seemama SA. L'acte de fondation a été modifié en conséquence. Maurice Seemama, président, et Carlo Bernasconi, secrétaire, démissionnaires, ne font plus partie du conseil de fondation; leurs pouvoirs sont éteints. Le conseil de fondation est maintenant composé de: Roland Del Prete, qui habite maintenant à Port, président (jusqu'ici membre), Michel Seemama, de Bulle, au Landron, secrétaire (nouveau), et Gérard Farine, de Courroux, à Bienne (nouveau); tous avec signature collective à deux.

28 octobre 1981

Fonds de prévoyance en faveur du personnel de la maison Contini Sjøstedt Univas, Conseils en marketing et publicité SA, à Bienne (FOSC du 3. 1. 1976, no 1, p. 2). Claude Contini, président, ne fait plus partie du conseil de fondation; sa signature est radiée. Nouveau président du conseil de fondation avec signature individuelle: Boris Sjøstedt, de Neuchâtel, à Auvernier.

Büro Nidau

28. Oktober 1981

Personalfürsorgestiftung der Firma Rud. Moser AG, in Orpund (SHAB Nr. 83 vom 9. 4. 1977, S. 1143). Die Unterschrift von Fritz Fahrni-von Gunten ist erloschen. Neues Mitglied des Stiftungsrates mit Kollektivunterschrift zu zweien ist Hanspeter Jenni, von Niederhünigen, in Biel.

Büro Thun

26. Oktober 1981

Personalfürsorgestiftung der Maschinenfabrik Habegger AG, Thun, in Thun (SHAB Nr. 220 vom 20. 9. 1969, S. 2173). Die Unterschriften des Präsidenten Willy Habegger und des Sekretärs Adolf Müller sind erloschen. Neu in den Stiftungsrat mit Kollektivunterschrift zu zweien wurden gewählt: Paul Hodel, von Steffisburg, in Thun, als Präsident, und Paul Raber, von Benzenschwil AG, in Thun, als Sekretär.

29. Oktober 1981

Stiftung Wohnungsfürsorge für betagte Einwohner der Stadt Thun, in Thun (SHAB Nr. 84 vom 11. 4. 1981, S. 1141). Gemäss Stiftungsratsbeschluss vom 27. Oktober 1980, genehmigt durch die Justizdirektion des Kantons Bern vom 12. August 1981, hat der Stiftungsrat die Stiftungsurkunde revidiert. Der Name der Stiftung lautet nun: Stiftung Altersheime der Stadt Thun. Der Zweck wird wie folgt neu umschrieben: Schaffung und Betrieb von Unterkünften für betagte und pflegebedürftige Mitbürger. Zu diesem Zweck sind Neubauten auf eigenem Land oder im Baurecht zu erstellen. Liegenschaften zu kaufen oder zu mieten oder bestehende Gebäude umzubauen. Organe der Stiftung sind nun: der Stiftungsrat, die Verwaltungskommission, der Geschäftsführer und die Kontrollstelle. Weitere Änderungen betreffen keine publikationspflichtigen Tatsachen.

Luzern - Lucerne - Lucerna

2. November 1981

Wohlfahrtsstiftung der Gebr. Ercolani AG, in Kriens, Dattenmattstrasse 16, bei der Stifterfirma (Neueintragung). Stiftung laut Statuten vom 28. 9. 1981. Zweck: Gewährung von freiwilligen Unterstützungen und Beiträgen für die Altersvorsorge, die Sozialfürsorge und jede weitere Art der Für- und Vorsorge zugunsten der Pensionskasseneinrichtung der Gebr. Ercolani AG, in Kriens, oder zugunsten von Mitarbeitern sowie ehemaligen Mitarbeitern der Stifterfirma, welche vollumfänglich, teilweise oder zeitweise für sie tätig sind oder waren. Organe: Stiftungsrat und Kontrollstelle. Stiftungsrat: 2 Mitglieder. Präsident: Enrico Ercolani, von Kriens, in Ennetbürgen; Mitglied: Angelo Ercolani, von Kriens, in Hergiswil NW; sie zeichnen einzeln.

Glarus - Glaris - Glarona

2. November 1981

Personalfürsorgestiftung der Wanner Bilten AG, in Bilten (SHAB Nr. 40 vom 17. 2. 1979, S. 523). Hans Aschmann, Präsident; Robert Halm und Hans Müller, Mitglieder, sind aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. In den Stiftungsrat wurden gewählt: Arnold Schläpfer, als Präsident; Heinz Jenni, von Homberg, in Lachen; Erwin Göldi, von Senwald, in Lachen, und Helmut Zwicky, von Obstdalen, in Bilten, als Mitglieder; sie zeichnen zu zweien.

Zug - Zoug - Zugo

2. November 1981

Personalfürsorgestiftung der Firma Buob und Gehrig AG für elektrische Unternehmungen, in Zug, Fürsorge für die Arbeitnehmer usw. (SHAB Nr. 54 vom 4. 3. 1972, S. 571). Gemäss Beschluss des Stiftungsrates vom 31. Januar 1976 und durch Verfügung der Direktion des Innern des Kantons Zug vom 10. Februar 1976 wurde die Stiftungsurkunde teilweise revidiert. Die Firma lautet nun: Personalfürsorgestiftung der Firma Max Gehrig AG für elektrische Unternehmungen.

Freiburg - Fribourg - Friburgo**Bureau de Fribourg**

27 octobre 1981

Fondation de prévoyance en faveur des Architectes associés Fribourg et leur personnel, à Fribourg (FOSC du 25. 11. 1978, no 277, p. 3658). Le président Claude Schroeter est maintenant domicilié à Grolley.

30 octobre 1981

Fondation littéraire et culturelle polonaise, à Fribourg, rue de Lausanne 18, en l'étude de Me Nicolas de Weck, notaire. Nouvelle fondation. Statuts du 28. 9. 1981. But: promouvoir le développement de la culture polonaise et de sciences historiques par l'attribution de subventions, de prix et de bourses aux écrivains, professeurs et étudiants; pour des œuvres, travaux ou études ainsi que d'aider les éditions et périodiques polonais paraissant en Occident et consacrés à ces problèmes. Conseil de fondation d'un à 9 membres. Jerzy Giedroyc, de nationalité polonaise, à Mesuil-le-Roi (F), est président; Zofia Hertz, de nationalité polonaise, à Mesuil-le-Roi (F), vice-présidente; Henryk Giedroyc, de nationalité polonaise, à Paris (F), secrétaire; Sigismund Kallenbach, de Rheinfelden, à Genève, trésorier, et Ernest de Buman, de et à Fribourg, membre; ils signent individuellement.

Solothurn - Soleure - Soletta**Büro Grenchen-Bettlach in Grenchen**

2. November 1981

Personalfürsorgestiftung Felca und Titoni Uhren AG, in Grenchen (SHAB Nr. 88 vom 17. 4. 1971, S. 903). Bruno Schlupe, Präsident, ist infolge Todes aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neues Mitglied des Stiftungsrates und gleichzeitig Präsident ist lic. rer. pol. Daniel Schlupe, von Lengnau BE, in Biel BE; er zeichnet kollektiv zu zweien.

Büro Olen-Gösgen in Olen

27. Oktober 1981

Personalfürsorgestiftung der Transport Hängendorf AG, in Hängendorf (SHAB Nr. 269 vom 15. 11. 1980, S. 3754). Die Unterschrift des bisherigen Stiftungsratspräsidenten Heinz Müller ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Arnold Spiegel, von Kestenholz, in Hängendorf. Stiftungsratspräsident. Der Stiftungsratspräsident Max Hänggi wohnt nun in Rickenbach SO. Neues Domizil: Oltnerstrasse 217, bei der Stifterfirma (behördliche Änderung).

Büro Stadt Solothurn

2. November 1981

Personalfürsorgestiftung der Firma Roamer Watch Co. S.A. Solothurn, in Solothurn (SHAB Nr. 249 vom 23. 10. 1976, S. 3011). Gemäss Beschluss des Stiftungsrates vom 6. Juli 1981, genehmigt vom Regierungsrat des Kantons Solothurn als oberer Aufsichtsbehörde am 6. Oktober 1981 wurde das Stiftungstatut geändert. Die publikationspflichtigen Tatsachen erfahren dadurch folgende Änderungen: Name neu: Personalfürsorgestiftung der Firmen Roamer Watch Co. S.A. Solothurn und Uhren Vidar A.G. Solothurn. Zweck nun: Fürsorge für das Personal der Firmen «Roamer Watch Co. S.A.» und «Uhren Vidar A.G.», beide mit Sitz in Solothurn, insbesondere auf folgenden Gebieten: Alters- und Hinterbliebenenfürsorge; Errichtung und Betrieb von Wohlfahrtsheimen; Krankenfürsorge; Unterstützung in Fällen von unverschuldeter Notlage.

Basel-Stadt - Bâle-Ville - Basilea-Città

27. Oktober 1981

Personalfürsorgestiftung der Rhy Bau AG, in Basel, Ramsteinerstrasse 22, bei Rhy Bau AG, Stiftung (Neueintragung). Stiftungsurkunde: 24. 9. 1981. Zweck: Fürsorge der Arbeitnehmer der Stifterfirma und ihr allenfalls angeschlossener Gesellschaften gegen die wirtschaftlichen Folgen von Alter, Invalidität, Krankheit und Tod. Stiftungsrat: 3 oder mehr Mitglieder. Unterschrift zu zweien führen: Felix Küpper, von Basel, in Muttenz, Stiftungsratspräsident, sowie Severin Schlegel, von Zürich, in Rheinfelden, und Albert Lorenzo, von Kriechenwil, in Münchenstein, beide Stiftungsratsmitglieder.

29. Oktober 1981

Jolanda-Stiftung, in Basel (SHAB Nr. 104 vom 6. 5. 1978, S. 1425). Unterschriften Dr. Eduard Wackernagel, Stiftungsratspräsident, und Vreny Tschudi, Stiftungsratsmitglied, erloschen. Einzelunterschrift neu: Alice Stäubli, von Sulz AG, in Uitikon, Stiftungsratsmitglied. Jolanda Wackernagel, bisher Stiftungsratsmitglied, zeichnet nun als Stiftungsratspräsidentin einzeln.

30. Oktober 1981

Schweizerische Akademie der medizinischen Wissenschaften, in Basel, Stiftung (SHAB Nr. 265 vom 11. 11. 1978, S. 3503). Änderung des Stiftungstatuts: 24. 4. 1980, mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde vom 12. 1. 1981. Vorstand nun: 8 bis 11 Mitglieder. Unterschriften Prof. Dr. Walter Wildbrandt und Prof. Dr. Heinrich Wirz, beide Vorstandspräsidenten, sowie Prof. Dr. Robert Wenner, Vorstandsgeneralsekretär, erloschen. Unterschrift mit Vorstandsquästor oder Vorstandsgeneralsekretär neu: Prof. Dr. Aurelio Cerletti, von Vals, in Boltmingen, Vorstandspräsident. Unterschrift mit Vorstandspräsident oder Vorstandsgeneralsekretär neu: Prof. Dr. Jürg Girard, von und in Basel, Vorstandsgeneralsekretär (Mitglied). Prof. Dr. René-S. Mach, bisher Vorstandspräsident, zeichnet nun als Vorstandsvizepräsident mit Vorstandsquästor oder Vorstandsgeneralsekretär. Prof. Dr. Rudolf Oberholzer, Vorstandsquästor (Mitglied), wohnt nun in Riehen.

30. Oktober 1981

Personalfürsorgestiftung der Firma Piano-Eckenstein AG, in Basel (SHAB Nr. 223 vom 23. 9. 1978, S. 2948). Unterschrift Lothar Pret, Stiftungsratsmitglied, erloschen. Unterschrift zu zweien neu: Charlotte Pret, von und in Basel, Stiftungsratsmitglied.

30. Oktober 1981

Personalfürsorgestiftung der Firma Arthur Dürig Architekt BSA/SIA Basel, in Basel (SHAB Nr. 200 vom 27. 8. 1977, S. 2806). Stiftung infolge Verteilung des Stiftungsvermögens an die Destinatäre mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 22. 9. 1981 aufgehoben. Liquidation beendet. Stiftung im Handelsregister gelöscht.

30. Oktober 1981

Personalfürsorgestiftung J. Dudczik & Co., in Basel (SHAB Nr. 128 vom 4. 6. 1977, S. 1843). Stiftung infolge Erschöpfung der Mittel mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 28. 9. 1981 aufgehoben. Liquidation beendet. Stiftung im Handelsregister gelöscht.

30. Oktober 1981

Fürsorgestiftung der Hofstetter AG Möbelwerkstätten, in Basel (SHAB Nr. 112 vom 14. 5. 1949, S. 1301). Unterschriften Martha Kaser, Stiftungsratspräsidentin, und Hans Brendel, Stiftungsratsmitglied, erloschen. Stiftung infolge Erschöpfung der Mittel mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 5. 10. 1981 aufgehoben. Liquidation beendet. Stiftung im Handelsregister gelöscht.

Basel-Landschaft - Bâle-Campagne - Basilea-Campagna

27. Oktober 1981

Personalfürsorgestiftung der Firma Jos. Schneider Gartenbau AG Allschwil, in Allschwil (SHAB Nr. 290 vom 12. 12. 1964, S. 3740). Domizil neu: Grabenberg, bei der Stifterin.

27. Oktober 1981

Vorsorgestiftung der Moritz AG, Malergeschäft, in Augst, Giebenacherstrasse 30, bei der Stifterfirma, neue Stiftung. Datum der Stiftungsurkunde: 22. Juni 1981. Zweck: Vorsorge für die Mitarbeiter der Stifterfirma und deren Angehörige im Falle von Tod, Alter, Krankheit, Invalidität, Arbeitslosigkeit und anderer unverschuldeter Notlage. Mit der Stifterfirma eng verbundene oder affilierte Gesellschaften können ihre Mitarbeiter mit Zustimmung der Stifterfirma ebenfalls anschliessen. Stiftungsrat: 2 oder mehr Mitglieder. Ihm gehören mit Kollektivunterschrift zu zweien an: Johannes Moritz-Ritter, von Augst, in Kaiseraugst, als Präsident; Alfred Moritz-Voiron, von Augst, in Giebenach, Werner Baumgartner, von Trub, in Pratteln, und Rolf Liechti, von Wittnau, in Pratteln.

30. Oktober 1981

Personalfürsorgestiftung der Firma RERO AG, in Waldenburg (SHAB Nr. 158 vom 9. 7. 1977, S. 2267). Mitglied des Stiftungsrates mit Kollektivunterschrift zu zweien neu: Werner Dietrich-Antonini, von Köniz, in Niederdorf.

Schaffhausen - Schaffhouse - Sciaffusa

27. Oktober 1981

Stiftung Eingliederungsstätte Schaffhausen, in Schaffhausen (SHAB Nr. 255 vom 30. 10. 1976, S. 3095). Die Unterschriften von Erich Weber und Rudolf Eigenher sind erloschen. Unterschrift zu zweien führt neu: Armin Busenhart, von Lohn SH, in Schaffhausen. Vizepräsident des Stiftungsrates.

27. Oktober 1981

Personal-Fürsorgestiftung der Firma Ernst Hablützel & Co., in Wilchingen (SHAB Nr. 219 vom 18. 9. 1976, S. 2666). Durch Beschluss des Stiftungsrates vom 30. September 1981 und mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde vom 14. Oktober 1981 wurden die Stiftungssatzungen geändert. Der Stiftungsnamen lautet neu: **Personal-Fürsorgestiftung der Aktiengesellschaft Ernst Hablützel & Co.**

St. Gallen - Saint-Gall - San Gallo

27. Oktober 1981

Personal-Fürsorgestiftung der Firma Kindlimann AG, Wil, in Wil (SHAB Nr. 157 vom 8. 7. 1978, S. 2158). Die Unterschrift von Alfred Traber, Stiftungsratsmitglied, ist erloschen. Neu wurde mit Kollektivunterschrift zu zweien in den Stiftungsrat gewählt: Arthur Gerber, von Langnau im Emmental, in Bronschhofen.

27. Oktober 1981

Personal-Fürsorgestiftung der Kellenberger & Partner AG, in Rheineck (SHAB Nr. 75 vom 29. 3. 1980, S. 1035). Die Unterschriften der Stiftungsratsmitglieder René Flachsmann, Aktuar, und John Röder, Kassier, sind erloschen. Neu wurden mit Kollektivunterschrift zu zweien in den Stiftungsrat gewählt: Fritz Schläpfer, von Grub AR, in St. Gallen, und Fredy Ender, von Eggersriet, in Thal.

28. Oktober 1981

Personal-Fürsorgestiftung der Firma S. Rothschild & Co., in St. Gallen (SHAB Nr. 218 vom 18. 9. 1965, S. 2925). Gemäss Beschluss des Departementes des Innern vom 13. Oktober 1981 wurde die Stiftungsurkunde neu gefasst. Die Stifterfirma lautet nun «Rothschild AG», der Name der Stiftung: **Personal-Fürsorgestiftung der Firma Rothschild AG**. Zweck ist: Vorsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterfirma und die Angehörigen bzw. Hinterbliebenen dieser Personen bei Alter, Invalidität, Krankheit, Unfall und Tod des Arbeitnehmers sowie bei besonderer Notlage und für Personen, für die der Arbeitnehmer nachweisbar bis zuletzt gesorgt hat. Die übrigen Änderungen betreffen keine publikationspflichtigen Tatsachen.

29. Oktober 1981

Personal-Fürsorgestiftung der Firma Verin AG, in Berneck. Unter diesem Namen besteht gemäss öffentlicher Urkunde vom 19. Oktober 1981 eine Stiftung. Zweck: Fürsorge für die jetzigen und zukünftigen Angestellten der Stifterfirma und die Angehörigen bzw. Hinterbliebenen dieser Personen bei Alter, Invalidität, Krankheit, Tod, Arbeitslosigkeit und unverschuldeter besonderer Notlage des Arbeitnehmers. Organe der Stiftung sind: der Stiftungsrat bestehend aus 3 oder mehr Mitgliedern und die Kontrollstelle. Für die Stiftung zeichnen mit Kollektivunterschrift zu zweien die Stiftungsratsmitglieder: Walter Weber, von Oberuzwil, in St. Gallen, Präsident; Friedrich Gustav Bauer, deutscher Staatsangehöriger, in Altdorf bei Nürnberg (D), und Alex Rothenbach, von Winterthur, in Thal. Adresse: bei der Stifterfirma, Hauptstrasse, 9442 Berneck.

Graubünden - Grisons - Grigioni

27. Oktober 1981

Grisca - Stiftung der Waadt Leben zur Förderung der Personalfürsorge im Kanton Graubünden, in Chur (SHAB Nr. 84 vom 11. 4. 1981, S. 1142). Gemäss Verfügung des Justiz- und Polizeidepartementes, als Aufsichtsbehörde über das Stiftungswesen, wurde die Stiftungsurkunde am 14. 10. 1981 revidiert. Neuer Name: **Grisca - Stiftung der Waadt Versicherungen zur Förderung der Personalfürsorge im Kanton Graubünden**.

30. Oktober 1981

Stiftung Betriebliche Alters- und Familienfürsorge der Firma E. Bärcher, in Chur (SHAB Nr. 279 vom 27. 11. 1976, S. 3409). Dorino Caliz ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neues Mitglied mit Kollektivunterschrift zu zweien ist Hans Strub, von Oberuzwil, in Bonaduz.

30. Oktober 1981

Bergschule Avrona, in Tarasp. Neue Stiftung gemäss öffentlicher Urkunde vom 9. 10. 1981. Zweck: Betrieb einer Bildungsstätte auf Grundlage der Geisteswissenschaft Rudolf Steiners. Der Stiftungsrat besteht aus mindestens 7 Mitgliedern. Zeichnungsberechtigte Stiftungsräte: Marc Theurillat, von Epauvillers, in Basel, Präsident, und Alexander Overhage, deutscher Staatsangehöriger, in Avrona, Gemeinde Tarasp. Domizil: Avrona, 7553 Tarasp.

2. November 1981

Stiftung Bergschule Avrona, in Tarasp, Fürsorgestiftung (SHAB Nr. 107 vom 8. 5. 1976, S. 1311). Gemäss Verfügung des Justiz- und Polizeidepartementes, als Aufsichtsbehörde über das Stiftungswesen, wurde die Stiftungsurkunde am 8. 10. 1981 revidiert. Neuer Firmenname: **Personal-Fürsorgestiftung der Bergschule Avrona**. Fritz Burr und Werner Gurr sind aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Alexander Georg Overhage, bisher Präsident, ist nun Vizepräsident, und Marc Theurillat, Mitglied, ist nun Präsident; sie zeichnen kollektiv zu zweien wie bisher.

Aargau - Argovie - Argovia

28. Oktober 1981

Gemeinnützige Stiftung für Zurzacher Kuranlagen, in Zurzach, Stiftung (SHAB Nr. 97 vom 26. 4. 1980, S. 1391). Domizil nun: Hauptstrasse 48, bei Dr. Walter Edelmann.

28. Oktober 1981

Stiftung Elektro-Stahl, bisher in Aarau (SHAB Nr. 201 vom 28. 8. 1976, S. 2475). Sitzverlegung nach Schaffhausen (SHAB Nr. 247 vom 24. 10. 1981, S. 3343). Die Stiftung wird im Handelsregister des Kantons Aargau von Amtes wegen gelöscht.

2. November 1981

Stiftung zur Nachwuchsförderung der Grapha Maschinenfabrik Hans Müller AG, in Zofingen (SHAB Nr. 254 vom 29. 10. 1977, S. 3468). Unterschrift Fritz Baumann erloschen. Unterschrift zu zweien neu: Hugo Zemp, von Luzern und Pfäffikon, in Aarburg, und Emil Birrer, von Luthern, in Sempach.

Tessin - Tessin - Ticino

Ufficio di Lugano

28 ottobre 1981

Fondazione della Svizzera italiana per la ricerca scientifica e gli studi universitari, in Lugano (FUSC del 24. 11. 1979, n. 276, p. 3715). Con risoluzione dell'autorità di sorveglianza sulle fondazioni (Dipartimento federale dell'interno), del 23. 10. 1981, l'atto di fondazione è stato modificato. I fatti precedentemente pubblicati sono stati modificati su punti non soggetti a pubblicazione e sul seguente punto: unico organo della fondazione è il consiglio esecutivo e non consiglio di fondazione composto da almeno 3 membri. Il consiglio esecutivo è attualmente composto da: Enzio Bertola, presidente; Dott. Gianandra Rimoldi, da e in Lugano, vice-presidente; Roberto Poretto, segretario; Aldo Visani, cassiere; Daniela Giudici, da Giornico in Viganello, membro; Claudio Macciocchi, da Lugano in Birsfelden, membro; Meijden van der Hellebora, da e in Neggio, membro; Dott. Remo Moresi, da Certara in Santiago del Cile, membro; Maurizio Simona, da e in Locarno, membro, e Roberto Taddei, da e in Lugano, membro. La fondazione è vincolata dalla firma collettiva a due del presidente con un altro membro del consiglio esecutivo.

30 ottobre 1981

Fondo di previdenza a favore del personale della Banca di Partecipazioni ed Investimenti S.A., in Lugano (FUSC del 28. 6. 1980, n. 149, p. 2202). Diego Colombo, già presidente, dimissionario, non fa più parte del consiglio di fondazione e la sua firma è estinta. Nuovo presidente con firma collettiva a due è: Adriano Bernasconi, da Lugano in Pregassona.

Ufficio di Mendrisio

26 ottobre 1981

Fondazione «Presenza Sud Mendrisio», in Mendrisio, la costruzione e la gestione di un edificio polivalente, ecc. (FUSC del 21. 7. 1979, n. 168, p. 2348). Fausto Ritter, dimissionario, e Alberto Cavadini, deceduto, non fanno più parte del consiglio direttivo; le loro firme sono estinte. Don Claudio Laim, già membro del consiglio direttivo, è vice-presidente. Giuseppe Lazzari, da Dongio in Mendrisio, e Giuseppe Belloni, da Genestrierio in Mendrisio, sono stati nominati membri del consiglio direttivo; ambedue con firma collettiva a due con il presidente.

27 ottobre 1981

Fondo di previdenza Rebi S.A., in Mendrisio (FUSC del 8. 11. 1975, n. 262, p. 2985). Con risoluzione del 5. 10. 1981 del Dipartimento di giustizia (autorità di vigilanza sulle fondazioni), in Bellinzona, è stata ordinata la cancellazione della fondazione.

Waadt - Vaud - Vaud

Bureau d'Aubonne

27 octobre 1981

Fondation en faveur du personnel de Allamand S.A., à Ballens (FOSC du 6. 3. 1971, p. 535). Pierre-Louis Allamand, président, est démissionnaire; sa signature est radiée. Kurt Weidmann, d'Urdorf, à Dietikon, est nommé président; il signe collectivement à deux; Claude Plumez, de Chevèze, à Lausanne, est nommé membre; il signe collectivement à deux.

Bureau de Lausanne

26 octobre 1981

Fondation Louis Boissonnet, à Lausanne, exploitation et gestion d'établissements pour personnes âgées (FOSC du 15. 3. 1980, p. 862). La signature de Humbert Vettovalgia est radiée. Le vice-président Claude-Albert Brand est nommé président; Oscar Schwitzgebel n'est plus président, il est nommé vice-président; tous deux continuent à signer collectivement à deux. Nouveau trésorier avec signature collective à deux: Frédy Feuer, de Wildhaus, à Colombier NE.

26 octobre 1981

Cinéma-thèque suisse, à Lausanne, fondation (FOSC du 17. 10. 1981, p. 3261). La fondation est également engagée par la signature individuelle: du directeur Frédy Buache, de Corcelles-près-Payerne, à Lausanne, et du caissier René Favre, de Villars-sous-Yens, à Sergy.

Bureau de Morges

27 octobre 1981

Fondation de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise Trimos S.A. et des sociétés affiliées, à Chavannes-près-Renens, nouvelle fondation. Date de l'acte authentique: 11 septembre 1981. But: la prévoyance en faveur des employés de l'entreprise Trimos S.A. et des sociétés affiliées par des liens économiques, financiers ou administratifs, ainsi que de leur famille, des survivants, contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité, du décès, de la maladie, des accidents, du chômage ou de toute autre situation de détresse. Conseil de 3 membres. Hans Meyer, de et à Renens, est président, avec signature collective à deux; Jean Cao, de Villars-Lussery, à Lausanne, secrétaire, avec signature collective à deux. C/o Trimos S.A., rue Centrale 3, Chavannes-près-Renens.

Bureau d'Yverdon

28 octobre 1981

Fondation de prévoyance en faveur du personnel de Guinchard S.A., à Yverdon, nouvelle Vautier, chez Guinchard S.A. Nouvelle fondation. Statuts du 11 juin 1981. But: protéger le personnel de la fondation contre les conséquences économiques de la vieillesse et de l'invalidité, verser des prestations aux survivants du personnel décédé prématurément, venir en aide au personnel en proie à des difficultés matérielles consécutives à la maladie, à un accident ou à d'autres causes non fautives de dénuement. Conseil de fondation de 3 membres ou plus: Eric Guinchard, de Gorgier, à Yverdon, président; Samuel Roy, de Premier, à Treyvagnés, vice-président; Georges Guinchard, de Gorgier, à Yverdon, secrétaire, et Lotti Baumgartner, de Langnau im Emmental, à Yverdon, membre. Eric Guinchard et Georges Guinchard ne signent pas entre eux. La fondation est engagée par la signature collective à deux d'un représentant de l'employeur et d'un représentant du personnel.

Wallis - Valais - Vallese

Büro Brig

21. Oktober 1981

Stiftung Heimatmuseum und Kulturpflege in Ernen, in Ernen. Unter diesem Namen besteht gemäss Stiftungsurkunde vom 15. 11. 1980 eine Stiftung. Sie bezweckt die Errichtung und den Unterhalt eines Heimatmuseums im Jost-Sigristenhaus in Ernen; die Erhaltung und den Schutz historischer Bauten und Sehenswürdigkeiten in der Pfarrei Ernen; die Sammlung volkskundlicher und historischer Gegenstände; die Organisation von Ausstellungen und die Unterstützung kultureller Veranstaltungen. Die Verwaltung der Stiftung erfolgt durch einen Stiftungsrat von 9 bis 13 Mitgliedern. Ihm gehören an: Adolf Schmid, von Ernen, Präsident; Josef Lambrigger, von Bellwald, Vizepräsident, und Anton Clausen, von Ernen, Aktuar, alle in Ernen. Präsident, Vizepräsident und Aktuar führen Kollektivunterschrift zu zweien.

Neuenburg - Neuchâtel - Neuchâtel

Bureau de La Chaux-de-Fonds

28 octobre 1981

Caisse de retraite en faveur du personnel de la maison Paul Ducommun S.A., fabrique de boîtes de montres, à La Chaux-de-Fonds. Nouvelle fondation. Statuts: 12. 10. 1981. But: assurer le personnel de la maison Paul Ducommun S.A. contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et de la mort, en garantissant des prestations fixées par voie réglementaire. Conseil composé d'un nombre pair de membres et de 4 au moins. La fondation est engagée par la signature collective à deux de: Adrien Girardin, du Bémont, à Port, président; Jean-Pierre Naula, de Chézard-St-Martin, à La Chaux-de-Fonds, vice-président; Marcel Miserez, de Lajoux, à La Chaux-de-Fonds, membre, et Pierre-Alain Maurer, de Spiez, à La Chaux-de-Fonds, membre. Adresse de la fondation: rue des Tilleuls 6, c/o Paul Ducommun S.A.

Bureau de Môtiers (district du Val-de-Travers)

27 octobre 1981

Fonds de Secours du Personnel de la Maison Mauler et Cie S.A. à Môtiers, à Môtiers (FOSC du 3. 3. 1979, no 52, p. 691). Louis Stauffer, délégué du personnel, a démissionné; ses pouvoirs sont éteints. Léon-Armand Boichard, de et à Môtiers, a été nommé délégué du personnel avec signature collective à deux avec le président ou le secrétaire.

Bureau de Neuchâtel

26 octobre 1981

Fondation Charles Edouard Guillaume, à Neuchâtel (FOSC du 7. 3. 1981, no 54, p. 735). Suivant décision du conseil de fondation du 3. 7. 1981, approuvée par arrêté du Conseil d'Etat du 22. 7. 1981, le but a été modifié comme suit: venir en aide à des jeunes chercheurs méritants, domiciliés en Suisse, qui entreprennent une recherche présentant un intérêt pour l'industrie horlogère. A cette fin, elle accorde des bourses ou compléments de bourses à des étudiants du 3e cycle travaillant dans le cadre de la Fondation suisse pour la recherche en microtechnologie, d'un institut de la faculté des sciences de l'Université de Neuchâtel, du Laboratoire Suisse de Recherches Horlogères ou du Centre électronique horloger. Elle peut aussi accorder des bourses à des jeunes gens méritants pour leur permettre de mener à bien des études scientifiques ou techniques supérieures en relation avec l'industrie horlogère. Statuts modifiés en conséquence le 3. 7. 1981, ainsi que le règlement sur des points non soumis à publication.

Genève - Genève - Ginevra

Complément
Concours des Jeunes musicales de Suisse, à Genève, fondation (FOSC du 31. 10. 1981, p. 3419). Jean Piguat, membre du conseil, est originaire du Chenit.

30 octobre 1981

Fonds de prévoyance du Personnel de la Société Genevoise d'Instruments de Physique, à Genève, fondation (FOSC du 10. 12. 1977, p. 3956). Les pouvoirs de Christian Koechlin et Fernand Dominicé sont radiés. Gérard Fatio, de et à Genève, vice-président, et Jean Pfau, de Genève, à Collonge-Bellerive, tous deux membres du conseil, signent collectivement à deux.

30 octobre 1981

Fondation de prévoyance en faveur du personnel d'Inter-Transports SA, à Lancy (FOSC du 13. 5. 1978, p. 1519). Les pouvoirs d'Emile Ley et Gino Ley sont radiés. Peter Kuoni, de Filisur, à Fallanden, membre et président du conseil, signe collectivement à deux.

30 octobre 1981

Fondation Auguste Roth, à Genève (FOSC du 25. 11. 1978, p. 3660). Les pouvoirs de Pierre Lacroix sont radiés. Pierre Darier, de et à Genève, membre et président du comité, signe collectivement à trois.

30 octobre 1981

Fondation de prévoyance en faveur du personnel de l'Etude de MMes Lacroix, notaires, à Genève (FOSC du 3. 2. 1962, p. 365). Acte de fondation modifié le 21. 10. 1981. Nouveau nom: **Fondation de prévoyance en faveur du personnel de l'Etude de MMes Lacroix et Poncet, notaires**. But modifié: venir en aide au personnel de l'étude de MMes Lacroix et Poncet, notaires, en cas de vieillesse, maladie, invalidité, accident, service militaire, chômage et indigence sans faute des bénéficiaires, et, en cas de décès, aux membres de la famille de l'employé décédé. Nouvelle adresse: cours de Rive 3, chez Lacroix et Poncet, notaires.

Marken Marques Marchi

Bundesamt für geistiges Eigentum
Office fédéral de la propriété intellectuelle
Ufficio federale della proprietà intellettuale

Eintragungen - Enregistrements

311089. Hinterlegungsdatum: 9. Januar 1981.
Promastic AG, Landstrasse 4, 8116 Würenlos. - Fabrikation und Handel.

Froschutzmittel für Mörtel und Beton. (Int. Kl. 1)

FROSTOLAN

311090. Hinterlegungsdatum: 9. Januar 1981.
Promastic AG, Landstrasse 4, 8116 Würenlos. - Fabrikation und Handel.

Reinigungs- und Pflegemittel für die Getränkeindustrie.
(Int. Kl. 1, 3)

MALSIL

311091. Hinterlegungsdatum: 9. Januar 1981.
Promastic AG, Landstrasse 4, 8116 Würenlos. - Fabrikation und Handel. - Übertragung und Erneuerung der Marke Nr. 181184 von Promastic GmbH, Zürich. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 16. Juli 1980 an.

Pflege-, Schutz- und Poliermittel europäischer Herkunft für alle Arten von Natur- und Kunststeinen. (Int. Kl. 2, 3)

EUROLUX

311092. Hinterlegungsdatum: 9. Januar 1981.
Promastic AG, Landstrasse 4, 8116 Würenlos. - Fabrikation und Handel. - Übertragung und Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 182186 von Promastic GmbH, Zürich. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 16. Juli 1980 an.

Schutzanstrich für Beton, Verputz und Eisenkonstruktionen.
(Int. Kl. 2)

NEGROLAN

311093. Hinterlegungsdatum: 9. Januar 1981.
Promastic AG, Landstrasse 4, 8116 Würenlos. - Fabrikation und Handel. - Übertragung und Erneuerung der Marke Nr. 182188 von Promastic GmbH, Zürich. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 16. Juli 1980 an.

Kunststoff-Emulsion für erhöhte und verbesserte Elastizität und Haftung für Baumaterialien. (Int. Kl. 1, 19)

RESINOL

311094. Hinterlegungsdatum: 13. Januar 1981.
United Biscuits (UK) Limited, 12, Hope Street, Edinburgh (Schottland, Grossbritannien). - Fabrikation und Handel.

Verarbeitete Erdnüsse und Mischungen von verarbeiteten Erdnüssen mit Trockenfrüchten, frische Erdnüsse. (Int. Kl. 29, 30, 31)

KP CRAQUAHUÈTES

311095. Hinterlegungsdatum: 14. Januar 1981.
TI Raleigh Industries Limited, 177, Lenton Boulevard, Nottingham (Grossbritannien). - Fabrikation und Handel.

Bremsen sowie deren Bestand-, Montage- und Verbindungsteile; Bremsklötze; Bremsen enthaltende Radnaben für Fahr- und Dreiräder sowie solche Naben enthaltende Räder. (Int. Kl. 7, 12)

RAINCHECK

311096. Hinterlegungsdatum: 16. Januar 1981.
Richardson-Vicks Inc., 10 Westport Road, Wilton (Connecticut, USA). - Fabrikation und Handel.

Diätetische Präparate für Kinder und Kranke ausgenommen Pflanzen- und Fruchtsäfte, Fruchtnektare, Fruchtsaftgetränke, auf Frucht- und Pflanzenbasis hergestellte Konfitüren und Konserven sowie Nährpräparate für Kinder auf der Basis von Getränten; Kaffee, Tee, Kakao, Zucker, Reis, Tapioka, Sago, Kaffee-Ersatzmittel; Mehle und Getreidepräparate, Brot, Biskuits, Kuchen, feine Backwaren und Konditorwaren; Speiseeis; Honig, Melassesirup; Hefe, Backpulver, Salz, Senf; Pfeffer, Essig, Saucen; Gewürze; Eis. (Int. Kl. 5, 29, 30, 32)

PRIMUS

311097. Hinterlegungsdatum: 16. Januar 1981.
Zellweger Uster AG, Wilsstrasse 11, 8610 Uster. - Fabrikation und Handel.

Vorrichtungen für das mechanische, knotenfreie Verbinden von fadenförmigen Gebilden, insbesondere von Garnen, Vorgarnen und Bändern, sowie Einzelteile und Zubehör hierzu, ferner mit solchen Vorrichtungen hergestellte Verbindungen, alle vorgenannten Waren schweizerischer Herkunft. (Int. Kl. 7)

USTER ROTOSPICE

(USTER: Durchgesetzte Marke)

311098. Hinterlegungsdatum: 19. Januar 1981.
CIBA-GEIGY AG (CIBA-GEIGY S.A.) (CIBA-GEIGY Limited) 4002 Basel. - Fabrikation und Handel. - Erneuerung mit eingeschränkter Warenangabe der Marke Nr. 186003. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 19. Januar 1981 an.

Chemische Produkte für industrielle, wissenschaftliche und fotografische Zwecke, fotografische Filme, fotografische Papiere, Farbstoffe, Papier, Erzeugnisse des grafischen Gewerbes, Fotografien, farbige Durchsichts- und Aufsichtsbilder auf verschiedenen Schichtträgern; alle vorgenannten Waren Chrom enthaltend. (Int. Kl. 1, 2, 16)

CIBACHROM

311099. Hinterlegungsdatum: 19. Januar 1981.
CIBA-GEIGY AG (CIBA-GEIGY S.A.) (CIBA-GEIGY Limited) 4002 Basel. - Fabrikation und Handel. - Erneuerung mit eingeschränkter Warenangabe der Marke Nr. 186004. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 19. Januar 1981 an.

Chemische Produkte für industrielle, wissenschaftliche und fotografische Zwecke, fotografische Filme, fotografische Papiere, Farbstoffe, Papier, Erzeugnisse des grafischen Gewerbes, Fotografien, farbige Durchsichts- und Aufsichtsbilder auf verschiedenen Schichtträgern, alle vorgenannten Waren Chrom enthaltend. (Int. Kl. 1, 2, 16)

CIBACHROME

311100. Hinterlegungsdatum: 19. Januar 1981.
CIBA-GEIGY AG (CIBA-GEIGY S.A.) (CIBA-GEIGY Limited) 4002 Basel. - Fabrikation und Handel. - Erneuerung mit eingeschränkter Warenangabe der Marke Nr. 186451. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 19. Januar 1981 an.

Synthetische Farbstoffe, chemische Produkte für industrielle und wissenschaftliche Zwecke, Appretur- und Gerbmittel, Harze, Kunstharze, Blattmetalle und Metalle in Pulverform für Maler und Dekorateur, Wasch- und Bleichmittel, Koffer, Reisetaschen, Webstoffe, Bett- und Tischdecken, Bekleidungsstücke, einschliesslich Stiefel, Schuhe und Pantoffeln, Teppiche, Matten, Linoleum und andere Waren, die als Fussbodenbelag dienen, Tapeten. (Int. Kl. 1, 2, 3, 18, 24, 25, 27)

NEOLAN

311101. Hinterlegungsdatum: 19. Januar 1981.
Viscosuisse S.A., 6020 Emmenbrücke. - Fabrikation und Handel. - Erneuerung mit eingeschränkter Warenangabe der Marke Nr. 184948. Firma geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 19. Januar 1981 an.

Flockfasern und daraus hergestellte Gespinste, Zwirne, Teppiche, Decken, Polsterstoffe, Vorhänge, Gewebe, Gewirke und Vliesstoffe. (Int. Kl. 22, 23, 24, 27)

FLISCAFLOCK

311102. Hinterlegungsdatum: 20. Januar 1981.
The Procter & Gamble Company, 301 East 6th Street, Cincinnati (Ohio, USA). - Fabrikation und Handel.

Fluorhaltige Zahnpfutzmittel und Zusammensetzungen für Zahnpfutzmittel zur Verhütung des Zahnzerfalls. (Int. Kl. 3)

FLUORISTAT

311103. Hinterlegungsdatum: 21. Januar 1981.
The Procter & Gamble Company, 301 East 6th Street, Cincinnati (Ohio, USA). - Fabrikation und Handel. - Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 242911. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 21. Januar 1981 an.

Haushaltseifen, Wasch- und Bleichmittel, Stärke- und Stärkeerzeugnisse für Wäschewecke, Farbzusätze zur Wäsche, Spülmittel für Wäschewecke, insbesondere Wäscheweichspülmittel, Reinigungsmittel für Holz, Metall, Glas, Geschirr, Fussböden, Fliesen, Putz- und Poliermittel (ausgenommen für Leder), Schwämme, Bürsten; Reinigungsinstrumente und Reinigungsmaterial; Stahlspäne. (Int. Kl. 2, 3, 21)

CINCI

311104. Hinterlegungsdatum: 22. Januar 1981.
Rigling Baumaschinen AG, Leutschenbachstrasse 44, 8050 Zürich, und Joseph Bruder, Gartenstadtrasse 21, 3098 Köniz; Korrespondenzadresse: Leutschenbachstrasse 44, 8050 Zürich. - Fabrikation und Handel. - Erneuerung der Marke Nr. 184527, R. Rigling & Co., Holzkonstruktionen, Zürich, hat ihren Anteil an der Marke an Rigling Baumaschinen AG, Zürich, übertragen. Die Firma Jos. Bruder, Köniz, hat die Firmierung geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 22. Januar 1981 an.

Abziehgeräte für die Betonierung. (Int. Kl. 8)

PLANETOR

311105. Hinterlegungsdatum: 26. Januar 1981.
Kupferdraht-Isolierwerk AG Wildegg, 5103 Wildegg. - Fabrikation.

Drähte, die durch spezielle Oberflächenbehandlung veredelt sind. (Int. Kl. 6)

WILDRA

311106. Hinterlegungsdatum: 26. Januar 1981.
Kupferdraht-Isolierwerk AG Wildegg, 5103 Wildegg. - Fabrikation.
Kunststoffisolierte Litzen mit flexiblem und hochflexiblem Aufbau.
(Int. Kl. 17)

WILFLEX

311107. Hinterlegungsdatum: 26. Januar 1981.
The Folger Coffee Company, 301 East 6th Street, Cincinnati (Ohio, USA). - Fabrikation und Handel. - Erneuerung der Marke Nr. 195206. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 26. Januar 1981 an.

Kaffee, grün und geröstet, Kaffee-Extrakte und -Surrogate, wasserlöslicher Schnellkaffee in Pulver- oder Pastenform, Kaffeezusatzmittel, Kakao und Kakaoerzeugnisse, Schokoladen; Tec.
(Int. Kl. 30)

FOLGER'S

311108. Hinterlegungsdatum: 26. Januar 1981.
Ibrel S/A, Avenue Buriú Nr. 1850, Manaus (Amazonas, Brasilien). - Fabrikation und Handel.

Uhren, Wecker und Zeitmessinstrumente aller Art. (Int. Kl. 14)

IBREL

311109. Hinterlegungsdatum: 30. Januar 1981.
Nordisk Droge & Kemikalie A/S, Ragnagade 9, Kopenhagen (Dänemark). - Fabrikation und Handel.

Pharmazeutische und veterinär-medizinische Präparate. (Int. Kl. 5)

GLASSINORD

311110. Hinterlegungsdatum: 2. Februar 1981.
C. August Egli & Co. Aktiengesellschaft, Leimbachstrasse 5, 8041 Zürich. - Handel.

Weine aller Art. (Int. Kl. 33)

ARISTOCRATE

311111. Hinterlegungsdatum: 2. Februar 1981.
Prof. Dr. med. dent. Eugen Dolder-Bruderer, Rosenbergstrasse 6, 8304 Wallisellen. - Fabrikation und Handel. - Erneuerung mit eingeschränkter Warenangabe der Marke Nr. 185088. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 2. Februar 1981 an.

Erzeugnisse schweizerischer Herkunft, nämlich chirurgische, ärztliche, zahn- und tierärztliche Instrumente und Apparate, Prothesen, insbesondere Zahnprothesen. (Int. Kl. 10)

DOLDER

311112. Hinterlegungsdatum: 3. Februar 1981.
Sistenco N.V., 16-A Pictermaai, Willemstad (Curaçao, Niederländische Antillen). - Fabrikation und Handel. - Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 226718. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 3. Februar 1981 an.

Geldschränke, Datenschränke, Safes, Kasten und Aktenschränke und -behälter, Küchenschränke, Metallwaren für Büros, Schilder, Etiketten, Schlösser, Schlüssel, Einbruch- und Feuersicherungsanlagen, Schlüsselringe, Hefklammern für Papier, Karton und Plastikfolien, elektronische Apparate und Instrumente für den Bürogebrauch sowie zur Steuerung von Artikelaufbewahrungsanlagen, Werkzeugmaschinen und industriellen Geräten, wie Fernsehanlagen zum Überwachen und Steuern von Vorgängen, Steueranlagen für elektromechanische Registratureinrichtungen; Fotokopiergeräte, Bildprojektoren, Computer, Rechenmaschinen, Bild- und Tonaufnahme- und -wiedergabegeräte, Bild-, Ton- und Datenkassetten, -bänder und -aufnahmehalterial, Mikrofilmgeräte, Anzeigeeinheiten, Messgeräte und -instrumente, Steuergeräte und -instrumente, Lerngeräte, Chiffriergeräte, Mikroprozessoren, fotografische Geräte und Instrumente, Mikrofilmgeräte, Förderanlagen, Endlosformulare, Schreibpapier, Karton, Bücher, Zeitschriften, Instruktionsmaterial, Registraturen, Ablage- und Registraturanlagen, Schreibgeräte, Klebmittel, Büroartikel, Büromaschinen, Schreibmaschinenbänder, Kohlepapier, Schreibmaschinen, Telefonbeantworter, Büromöbel, Büchergestelle, Messestände, Registrierkassen, Papierabgabegeräte, Papierrollen, Schachteln, Datenübermittlungsgeräte, Bestandteile und Zubehör für die obigen Geräte.
(Int. Kl. 6, 7, 9, 16, 20)

REMSTAR

311113. Hinterlegungsdatum: 15. Januar 1981.
Biella Neher-AG, Alexander Schönstrasse 40, 2503 Biel. - Fabrikation und Handel.

Aktenmappen schweizerischer Herkunft. (Int. Kl. 16)

JURA

(Durchgesetzte Marke)

311114. Hinterlegungsdatum: 15. Januar 1981.
Bert Nilsson, Värvägen, 1. Kristianstad (Schweden). - Fabrikation und Handel.

Elektrische Heizpatronen für Heizkessel. (Int. Kl. 11)

WÄRMEBARON

311115. Hinterlegungsdatum: 4. Februar 1981.
Mitzi Bell AG, 6362 Füren. - Fabrikation.

Kosmetische Produkte. (Int. Kl. 3)

TYNWALD-COSMETICS

311116. Hinterlegungsdatum: 4. Februar 1981.
Mitzi Bell AG, 6362 Füren. - Fabrikation.

Kosmetische Produkte auf Kräuterbasis für die Hautpflege.
(Int. Kl. 3)

TYNWALD HERBAL SKIN CARE

311117. Hinterlegungsdatum: 2. Februar 1981.
Pioneer Screw & Nut Co., 2700 York Road, Elk Grove Village (Illinois, USA). - Fabrikation und Handel.

Schrauben. (Int. Kl. 6)

HI-RISER

311118. Hinterlegungsdatum: 5. Februar 1981.
Büchi Laboratoriums-Technik AG, Meiersegg, 9230 Flawil. - Fabrikation. - Erneuerung der Marke Nr. 185217. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 5. Februar 1981 an.

Wasserdestillierapparate. (Int. Kl. 11)

FONTAVAPOR

311119. Hinterlegungsdatum: 5. Februar 1981.
Büchi Laboratoriums-Technik AG, Meiersegg, 9230 Flawil. - Fabrikation. - Erneuerung der Marke Nr. 185217. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 5. Februar 1981 an.

Vakuum-Rotationsverdampfer. (Int. Kl. 11)

ROTAVAPOR

311120. Hinterlegungsdatum: 6. Februar 1981.
Clemens Waldis, Weinkellerei, Weinmarkt 5, 6004 Luzern. - Handel. - Erneuerung mit abgeänderter Warenangabe der Marke Nr. 233349. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 6. Februar 1981 an.

Spirituosen und Liköre aus dem Kanton Luzern; Nahrungsmittel schweizerischer Herkunft. (Int. Kl. 29 bis 33)

LUZERNER CHATZESTRECKER

311121. Hinterlegungsdatum: 10. Februar 1981.
Agglomerati di cemento Società Anonima, 6911 Noranco. - Fabrikation.

Betondeckel. (Int. Kl. 19)

RONDOLFLEUR

311122. Hinterlegungsdatum: 10. Februar 1981.
Hüppi AG, Wülflingerstrasse 285, 8408 Winterthur. - Fabrikation und Handel.

Vorwiegend Asphalt enthaltende Strassenbaumaterialien.
(Int. Kl. 19)

MICROPHALT

311123. Hinterlegungsdatum: 10. Februar 1981.
Hüppi AG, Wülflingerstrasse 285, 8408 Winterthur. - Fabrikation und Handel.

Vorwiegend Asphalt enthaltende Strassenbaumaterialien.
(Int. Kl. 19)

MIKROPHALT

311124. Hinterlegungsdatum: 11. Februar 1981.
Doetsch, Grether & Cie AG, Steinentorstrasse 23, 4051 Basel. - Handel. - Erneuerung der Marke Nr. 183993. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 1. Dezember 1980 an.

Pharmazeutische Präparate und Drogen, Arzneimittel für Menschen und Tiere, kosmetische und hygienische Produkte.
(Int. Kl. 3, 5)

ADOFORM

Schweizerische Schiffshypothekenbank, BaselZwischenbilanz per 30. September 1981
(ohne Gewinn- und Verlustrechnung)

Aktiven		Fr.		Fr.		Passiven	
		Fr.	Fr.		Fr.	Fr.	Fr.
Kasse			223 134.10	Bankenkreditoren auf Zeit		202 001 487.55	
Bankendebitoren auf Sicht			6 002 037.95	- davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	1 366 200.—		
Bankendebitoren auf Zeit			4 831 200.—	Sonstige Passiven		22 045 832.97	
- davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	574 200.—			Aktienkapital		15 000 000.—	
Feste Vorschüsse und Darlehen mit Deckung			234 887 855.49	Gesetzliche Reserven		3 400 000.—	
- davon mit hypothekarischer Deckung				Andere Reserven		4 550 000.—	
(Schiffsversicherungen)		226 054 024.34		Gewinnvortrag auf neue Rechnung		199 995.27	
Sonstige Aktiven			1 253 088.25				
			247 197 315.79			247 197 315.79	
			Fr.			Fr.	
Gesamtbetrag der Auslandaktiven			185 122 058.39	Garantieverbindlichkeiten		17 624 256.96	
- davon Bankendebitoren mit Laufzeit bis zu 90 Tagen							
über 90 Tage	244 760.—						

AKO-Bank, ZürichZwischenbilanz per 30. September 1981
(ohne Gewinn- und Verlustrechnung)

Aktiven		Fr.		Fr.		Passiven	
		Fr.	Fr.		Fr.	Fr.	Fr.
Kassa, Postcheckguthaben			6 705 519.23	Bankenkreditoren auf Sicht		1 118 532.87	
Feste Vorschüsse und Darlehen ohne Deckung			175 931 300.71	Bankenkreditoren auf Zeit		47 000 000.—	
Feste Vorschüsse und Darlehen mit Deckung			152 387.10	- davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	—		
- davon mit hypothekarischer Deckung	121 400.—			Kreditoren auf Sicht		33 425.94	
Hypothekaranlagen			773 000.—	Kreditoren auf Zeit		3 180 265.05	
Wertschriften			3 662 242.50	- davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	350 000.—		
Dauernde Beteiligungen			20 000.—	Einlagehefte		46 579 792.58	
Sonstige Aktiven			894 377.75	Kassenobligationen		22 913 000.—	
				Sonstige Passiven		51 522 509.21	
			188 138 827.29	Aktienkapital		9 000 000.—	
				Gesetzliche Reserve		2 400 000.—	
				Spezialreserve		4 300 000.—	
				Vortrag des Vorjahres		91 301.64	
						188 138 827.29	

Wirtschafts- und Privatbank, ZürichBilanz per 30. September 1981
(ohne Gewinn- und Verlustrechnung)

Aktiven		Fr.		Fr.		Passiven	
		Fr.	Fr.		Fr.	Fr.	Fr.
Kassa, Giro- und Postcheckguthaben			8 409 811.31	Bankenkreditoren auf Sicht		7 340 588.62	
Bankendebitoren auf Sicht			12 184 675.59	Bankenkreditoren auf Zeit		151 573 300.—	
Bankendebitoren auf Zeit			70 717 866.33	- davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	91 128 250.—		
- davon mit einer Laufzeit bis zu 90 Tagen	54 853 858.—			Kreditoren auf Sicht		24 582 538.—	
Wechsel und Geldmarktpapiere			6 590 305.02	Kreditoren auf Zeit		81 905 593.37	
Kontokorrent-Debitoren ohne Deckung			7 582 423.72	- davon mit einer Laufzeit bis zu 90 Tagen	71 740 593.37		
Kontokorrent-Debitoren mit Deckung			47 382 018.97	Depositen und Einlagehefte		9 124 417.26	
- davon mit hypothekarischer Deckung	4 335 804.94			Kassenobligationen		5 185 000.—	
Feste Vorschüsse und Darlehen ohne Deckung			32 847 000.—	Sonstige Passiven		13 778 571.29	
Feste Vorschüsse und Darlehen mit Deckung			87 901 614.91	Aktienkapital		15 000 000.—	
- davon mit hypothekarischer Deckung	17 038 700.—			Gesetzliche Reserven		5 750 000.—	
Kontokorrent-Kredite und Darlehen an öffentlich-rechtliche Körperschaften			5 643 622.56	Andere Reserven		5 300 000.—	
Wertschriften			33 770 850.40	Gewinnvortrag		148 331.67	
Dauernde Beteiligungen			180 000.—				
Sonstige Aktiven			6 478 151.40				
			319 688 340.21			319 688 340.21	

Crédit Lyonnais, Agences de Genève et de ZurichBilan intermédiaire au 30 septembre 1981
(sans compte de pertes et profits)

Actif		Fr.		Fr.		Passif	
		Fr.	Fr.		Fr.	Fr.	Fr.
1.1 Caisse, compte de virement et compte de chèques postaux			35 941 733.52	2.1 Engagement en banque à vue		84 089 183.31	
1.2 Avoirs en banque à vue			61 093 344.92	2.1.1 - dont engagement auprès du siège central, des autres succursales et banques affiliées	59 470 981.80		
1.2.1 - dont avoirs auprès du siège central,				2.2 Engagement en banque à terme		698 909 751.22	
des autres succursales et banques affiliées	1 303 202.99			2.2.1 - dont engagement envers le siège principal,			
1.3 Avoirs en banque à terme			542 017 579.11	des autres succursales et banques affiliées	273 606 346.06		
1.3.1 - dont avoirs auprès du siège central,				2.2.2 - dont engagement jusqu'à 90 jours	224 800 986.54		
des autres succursales et banques affiliées	97 201 747.50			2.3 Créanciers à vue		106 806 911.68	
1.3.2 - dont échéance jusqu'à 90 jours	390 819 276.66			2.3.1 - dont engagements auprès des sociétés affiliées	1 891 996.82		
1.4 Effets de change et papiers monétaires			30 903 425.88	2.4 Créanciers à terme		117 641 643.77	
1.5 Comptes courants débiteurs en blanc			84 884 497.22	2.4.1 - dont créanciers à 90 jours	45 398 276.28		
1.5.1 - dont avoirs auprès des sociétés affiliées	2 538 444.13			2.6 Livrets et carnets de dépôt		9 407 712.99	
1.6 Comptes courants débiteurs gagés			112 727 520.42	2.6.1 - dont engagements auprès des sociétés affiliées	—		
1.7 Avances et prêts à terme fixe en blanc			106 221 631.39	2.10 Acceptations et billets à ordre		16 627 458.53	
1.7.1 - dont avances et prêts envers des sociétés affiliées	4 297 360.25			2.11 Autres passifs		30 716 838.16	
1.8 Avances et prêts à terme fixe gagés			37 502 875.69	2.12 Capital de dotation		135 000 000.—	
1.8.1 - dont garantis par hypothèques	79 500.—			2.13 Réserves légales		3 858 300.—	
1.9 Crédits en compte-courant et prêts à des collectivités de droit public			46 000 000.—				
1.10 Titres			132 504 465.58				
1.15 Autres actifs			13 260 725.93				
Total du bilan			1 203 057 799.66	Total du bilan		1 203 057 799.66	
Récapitulation des avoirs auprès du siège central, des autres succursales, banques et sociétés affiliées (1.2.1, 1.3.1, 1.5.1, 1.7.1)			105 340 754.87	Récapitulation des engagements auprès du siège principal, des autres succursales, banques et sociétés affiliées (2.1.1, 2.2.1, 2.3.1, 2.6.1)		334 969 324.68	

Banca della Svizzera Italiana, Lugano

Bilancio al 30 settembre 1981
(senza conto profitti e perdite)

Attivo	Fr.	Fr.	Passivo	Fr.	Fr.
Cassa, averi in conto giro e in conto chèques postali		264 945 429.15	Debiti a vista presso banche		123 520 157.91
Crediti a vista presso banche		100 203 510.63	Debiti a termine presso banche		1 018 508 350.91
Crediti a termine presso banche		938 951 963.12	- dei quali con scadenza fino a 90 giorni	766 383 582.16	
- dei quali con scadenza fino a 90 giorni	644 515 118.26		Conti creditori a vista		497 358 895.12
Effetti cambiari		41 152 051.07	Conti creditori a termine		883 716 943.07
- dei quali rescrizioni e buoni del tesoro	10 000 000.—		- dei quali con scadenza fino a 90 giorni	697 747 360.11	
Conti correnti debitori senza copertura		414 823 506.15	Depositi a risparmio		211 651 446.77
Conti correnti debitori con copertura		525 050 123.37	Libretti di deposito		248 983 295.42
- dei quali con garanzia ipotecaria	111 676 783.22		Obbligazioni e buoni di cassa		178 449 500.—
Anticipazioni e prestiti fissi senza copertura		212 071 049.63	Prestiti in obbligazioni		150 000 000.—
Anticipazioni e prestiti fissi con copertura		403 033 326.12	Altre poste del passivo		223 332 326.24
- dei quali con garanzia ipotecaria	87 650 675.71		Capitale		97 000 000.—
Crediti in conto corrente e prestiti a enti di diritto pubblico		54 680 742.40	Capitale di partecipazione		35 000 000.—
Investimenti ipotecari		387 651 658.74	Riserve legali		96 000 000.—
Titoli		240 159 703.13	Altre riserve		90 000 000.—
- dei quali obbligazioni di rango posteriore	8 661 569.75		Ripporto a conto nuovo 1981		3 570 624.66
Partecipazioni permanenti		87 549 797.04			
Stabili per uso della banca		67 785 112.64			
Altri immobili		20 199 624.38			
Altre poste dell'attivo		98 833 942.53			
		3 857 091 540.10			3 857 091 540.10
	Fr.	Fr.		Fr.	Fr.
Attivi all'estero		2 040 284 502.77	Garanzie prestate		477 690 793.16
- dei quali crediti presso banche:			Crediti confermati		423 329 725.42
con scadenza fino a 90 giorni	686 077 094.33				
con scadenza superiore	250 157 591.29				

Adler Bank Basel AG

Bilanz per 30. September 1981
(ohne Gewinn- und Verlustrechnung)

Aktiven	Fr.	Fr.	Passiven	Fr.	Fr.
Kassa, Giro- und Postcheckguthaben		9 368 903.69	Bankenkreditoren auf Sicht		1 998 001.89
Bankendebitoren auf Sicht		8 694 498.32	Bankenkreditoren auf Zeit		3 680 000.—
Bankendebitoren auf Zeit		22 000 000.—	- davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	3 180 000.—	
- davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	13 500 000.—		Kreditoren auf Sicht		14 007 022.72
Wechsel und Geldmarktpapiere		129 436.95	Kreditoren auf Zeit		29 355 000.—
Kontokorrent-Debitoren ohne Deckung		3 315 057.43	- davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	18 805 000.—	
Kontokorrent-Debitoren mit Deckung		21 047 226.01	Depositen- und Einlagehefte		31 112 149.42
- davon mit hypothekarischer Deckung	4 608 796.55		Kassenobligationen und Kassenscheine		7 769 000.—
Feste Vorschüsse und Darlehen ohne Deckung		332 160.15	Sonstige Passiven		4 753 344.05
Feste Vorschüsse und Darlehen mit Deckung		17 240 903.95	Aktienkapital		10 000 000.—
- davon mit hypothekarischer Deckung	13 331 326.25		Gesetzliche Reserve		1 400 000.—
Wertschriften		15 659 900.90	Gewinnvortrag		58 201.16
- davon mit Rangrücktritt	400 000.—				
Bankgebäude		2 801 201.—			
Sonstige Aktiven		3 543 430.84			
		104 132 719.24			104 132 719.24
	Fr.	Fr.		Fr.	Fr.
			Aval, Bürgschafts- und Garantieverpflichtungen sowie Verpflichtungen aus Akkreditiven		2 115 673.10

Banque Romande, Genève

Bilan au 30 septembre 1981
(sans compte de pertes et profits)

Actif	Fr.	Fr.	Passif	Fr.	Fr.
Caisse, compte de virements et compte de chèques postaux		19 236 145.02	Engagements en banque à vue		5 327 321.60
Avoirs en banque à vue		13 402 777.53	Engagements en banque à terme		77 634 267.86
Avoirs en banque à terme		30 087 870.09	- dont jusqu'à 90 jours	54 562 000.—	
- dont jusqu'à 90 jours	26 241 615.95		Créanciers à vue		61 501 214.09
Effets de change et papiers monétaires		19 691 779.27	Créanciers à terme		46 969 334.68
- dont rescrizions et bons du trésor	4 905 714.30		- dont jusqu'à 90 jours	33 040 535.—	
Comptes courants débiteurs en blanc		42 903 631.94	Dépôts d'épargne		34 357 201.95
Comptes courants débiteurs gagés		139 229 257.25	Livrets et carnets de dépôt et de placement		49 024 382.58
- dont garantis par hypothèques	27 997 084.87		Obligations et bons de caisse		37 955 000.—
Avances et prêts à terme fixe en blanc		17 894 350.—	Acceptations et billets à ordre		2 790 206.12
Avances et prêts à terme fixe gagés		60 889 664.—	Autres passifs		17 465 020.74
- dont garantis par hypothèques	24 565 952.67		Capital		40 000 000.—
Crédits en comptes courants et prêts à des collectivités de droit public		5 827 926.30	Réserve légale		3 500 000.—
Placements hypothécaires		522 673.70	Bénéfice reporté		84 386.24
Titres		11 634 375.50			
Participations permanentes		390 001.—			
Immeuble à l'usage de la banque		1 000 000.—			
Autres immeubles		8 468 106.10			
Autres actifs		5 429 778.16			
Total		376 608 335.86	Total		376 608 335.86
	Fr.	Fr.		Fr.	Fr.
			Engagements par avals, cautionnements, garanties et accreditifs		40 077 589.41

Banque Nationale de Paris (Suisse) S.A., Bâle

Bilan au 30 septembre 1981
(sans compte de pertes et profits)

Actif		Passif	
	Fr.		Fr.
Caisse, avois en compte de virement et compte de chèques postaux		Engagements en banque à vue	73 030 522.62
Avoirs en banque à vue		Engagements en banque à terme	636 762 943.16
Avoirs en banque à terme		- dont jusqu'à 90 jours	511 142 683.98
- dont jusqu'à 90 jours	280 058 171.88	- dont emprunt subordonné	9 480 000.—
Effets de change et papiers monétaires		Créanciers à vue	83 658 237.05
Comptes courants débiteurs en blanc		Créanciers à terme	153 760 805.47
Comptes courants débiteurs gagés		- dont jusqu'à 90 jours	104 204 484.02
- dont garantis par hypothèque	8 635 738.11	Autres passifs	72 282 625.56
Avances et prêts à terme fixe en blanc		Capital	40 000 000.—
Avances et prêts à terme fixe gagés		Réserve légale	25 000 000.—
- dont garantis par hypothèque	2 742 459.54	Autres réserves	32 200 000.—
Crédits en comptes courant et prêts à des collectivités de droit public		Report à nouveau	438 076.75
Titres			
Participations permanentes			
Immeubles à l'usage de la banque			
Autres actifs			
Autres actifs			
	5 950 000.—		
	31 760 619.11		
	392 922.50		
	23 593 723.05		
	21 154 819.62		
	1 117 133 210.61		1 117 133 210.61

Banque Procrédit SA, Fribourg

Bilan intermédiaire au 30 septembre 1981
(sans compte de pertes et profits)

Actif		Passif	
	Fr.		Fr.
Caisse et compte de chèques postaux	22 599 594.32	Engagements en banque à terme	120 235 282.98
Avoirs en banque à vue	25 185 324.94	- dont jusqu'à 90 jours d'échéance	1 003 968.—
Avances et prêts à terme fixe en blanc	778 301 269.20	Créanciers à vue	188 237.90
Avances et prêts à terme fixe gagés	5 775 320.—	Créanciers à terme	5 788 329.74
Portefeuille de titres	13 910 430.—	- dont jusqu'à 90 jours d'échéance	5 538 329.74
Participations permanentes	2.—	Dépôts d'épargne	793 111.85
Immeubles à l'usage de la banque	3 000 000.—	Livrets de dépôts	347 951 095.09
Autres immeubles	1.—	Obligations de caisse	176 572 100.—
Autres actifs	614 630.10	Autres postes du passif	104 722 606.60
Mobilier	1.—	Capital	25 000 000.—
		Réserve légale	44 050 000.—
		Réserve spéciale	22 000 000.—
		Bénéfice reporté	2 065 808.40
	849 366 572.56		849 366 572.56

Banque Occidentale pour l'industrie et le commerce (Suisse)

Bilan intermédiaire au 30 septembre 1981
(sans compte de pertes et profits)

Actif		Passif	
	Fr.		Fr.
Caisse, compte de virements et comptes de chèques postaux		Engagements en banque à vue	9 937 152.59
Avoirs en banque à vue		Engagements en banque à terme	105 018 714.81
Avoirs en banque à terme		- dont jusqu'à 90 jours	76 125 290.31
- dont jusqu'à 90 jours	83 099 179.84	Créanciers à vue	41 881 742.24
Effets de change et papiers monétaires		Créanciers à terme	94 499.57
- dont prescriptions et bons du trésor		- dont jusqu'à 90 jours	94 499.57
Comptes courants débiteurs en blanc		Livrets de dépôts	12 932 316.88
Comptes courants débiteurs gagés		Obligations et bons de caisse	1 473 000.—
- dont garantis par hypothèque	2 167 292.19	Autres postes du passif	16 351 672.—
Avances et prêts à terme fixe en blanc		Capital	40 000 000.—
Avances et prêts à terme fixe gagés		Réserve légale	200 000.—
- dont garantis par hypothèque		Solde du compte de pertes et profits reporté	231 955.—
Titres			
Participations permanentes			
Autres postes de l'actif			
	13 182 762.49		
	30 000.—		
	10 100 854.89		
Total	228 121 053.09	Total	228 121 053.09

Redaktion: Bundesamt für Aussenwirtschaft, Bern - Rédaction: Office fédéral des affaires économiques extérieures, Berne

Nichtigerklärung

Die Sparschleife Nr. 2-007.212.05 Nr. 2-008.042.10 Nr. 2-008.688.06 werden vermisst.

Die Gläubiger werden diese gemäss Art. 90 OR entkräften und über das entsprechende Guthaben verfügen, sofern die allfälligen Inhaber der Sparschleife diese nicht innerhalb von drei Monaten der Volksbank Willisau AG, 6210 Sursee, vorlegen und ihr besseres Recht nachweisen.

6210 Sursee, den 4. November 1981
Volksbank Willisau AG

Aufruf - Nichtigerklärung

Vermisst wird seit 1. April 1979 das Depositenbuch Nr. 201964-4, mit einem Guthaben von Fr. 17 270.40, Wert 24. September 1981. Der unbekannte Inhaber wird hiermit aufgefordert, dieses Depositenbuch innert 3 Monaten, vom Erscheinen dieser Publikation an gerechnet, an unserer Hauptkasse in Gossau vorzulegen und sich über den rechtmässigen Besitz auszuweisen, ansonst das Depositenbuch kraftlos erklärt wird (Art. 977 Abs. 2 OR).

Gossau, den 2. November 1981
Coop Ostschweiz, Gossau
Depositenkasse Arbon

Nichtigerklärung

Folgendes Sparschleife der Ersparnisanstalt Oberuzwil, 9242 Oberuzwil, wird vermisst:

Sparschleife Nr. 16 287

Der Gläubiger wird es gemäss Art. 90 OR entkräften und über das Guthaben verfügen, sofern der allfällige Inhaber des Büchleins dieses nicht binnen 3 Monaten der Ersparnisanstalt Oberuzwil, 9242 Oberuzwil, vorlegt und sein besseres Recht nachweisen kann.

9242 Oberuzwil, den 4. Nov. 1981
Ersparnisanstalt Oberuzwil

Neu: Speziell für Treuhänder, Anwälte und Notare

Hoch-Stapler-Archiv

300 kg Akten auf $\frac{1}{2}$ m² für Fr. 295.— perfekt archiviert.

Original-Information und Referenzen durch Ludwig Poppe & Co., Bergstrasse 5, 5036 Obereinfelden, oder einfach unseren kostenlosen Rückruf verlangen:

Tel. 064 43 30 00

Übersetzungen Schreibarbeiten Roboterbriefe
Bauten/Inweise Schweiz Übersetzer-Pool
die sichere Lösung
büro extern
M. Koller Eisenbahnweg 3 5401 Baden
Telefon 056 22 88 87

HBV offeriert

In Basel, Industriezone Nähe Wolf-(Güter-)Bahnhof
grossräumiges Lagerhaus
Grundfläche ca. 700 m²
UG: Garderobe, Dusche, Helzung
Lagerfläche 783 m²
EG: Büro, Toilette, Nebenraum
Lagerfläche 504 m²
1. OG Büro, Toilette, Nebenraum
Lagerfläche 550 m²
2. OG Büro, Toilette, Nebenraum
Lagerfläche 442 m²
Warenlift, Gabelkran, Böden 1000 kg/m²,
Sprinkler-Anlage, Feuermelder, Alle Böden
und Treppenhäuser mit Spannleppich.
5 PW- und 1 LKW-Parkplatz.
Das Lagerhaus ist in jeder Beziehung in
tadellosem Zustand.
Verkaufspreis: Fr. 3 400 000.—
Baurechtszins Fr. 10.—/m² p. Jahr.
Verlangen Sie unverbindlich Unterlagen
bei
Hausbesitzer-Verein Basel
Abt. Immobilien, Tel. 061 25 62 44
Gerbergasse 48, 4001 Basel



Juwelen Kopien
sehr repräsentativ mit dem synth. Schmuckstein *symant*, der aussieht wie luppenreine Brillanten und wie diese geschliffen ist. Einkarätiger in 18karätiger Weißgold-Fassung DM 666.—, mit Frage-Garantie Auch mit synth. Rubin, synth. Saphir und smaragdgrünen Duolieten verarbeitet.
150-Seiten-Farbkatálogo mit rund 4000 Wahlmöglichkeiten unverbindlich - auch telefonisch, Tag und Nacht Zürich 01/241 5029.
Schäfer-Schmuck, Postfach 681-1
8065 Zürich

Verlangen Sie vom Schweizerischen Handelsamtsblatt unentgeltliche Zusendung einer Probennummer der Monatsschrift «Die Volkswirtschaft».

Offerten unter Chiffre ...

1. Für den Offertenschreiber
Offerten auf Chiffre-Inserte sollen in der Regel keine Beilagen von Wert enthalten. Legen Sie also keine Originalzeugnisse bei, sondern Abschriften oder Fotokopien.
Nur für verlangte Rücksendungen ist das Porto beizulegen.
Falls Ihnen die Beilagen nicht innert nützlicher Frist zurückgeschickt werden, können Sie unter der gleichen Chiffre-Nummer schriftlich eine Rücksendung verlangen. Solche Briefe werden von uns sofort an den Auftraggeber weitergeleitet.
Die Adressen von Chiffre-Insertaten werden weder auf telefonische noch schriftliche Anfragen bekanntgegeben.

2. Für den Empfänger von Offerten
Der Empfänger von Offerten sollte seine Auswahl möglichst rasch treffen und eingereichte Unterlagen mit seiner Antwort zurücksenden.
Publicitas Bern